

**La Nouvelle
Politique Extérieure de la Turquie**

La Nouvelle Politique Extérieure de la Turquie
Dr. Hüseyin Latif

Directrice d'édition : Dr. Mireille Sadège
Coordinatrice : Ayşıl Akşehirli

1^{er} édition : avril 2011
ISBN : 2-915498-11-3

Mise en page et couverture : Merve Şahin
Impression : Özal Matbaası
Fabrication : BizimAvrupa

©Les Editions CVMag
37 rue d'Hauteville 75010 Paris
Tél. 01 42 29 78 03
alaturque@gmail.com

**La Nouvelle
Politique Extérieure de la Turquie**

Hüseyin Latif

Les Editions **CVMag**

Istanbul, le centre du monde.

*Je remercie
Madame Annie Akay
et Sabine Balim
pour leur collaboration.*

Table de matières

Contes pour les grands	13
Introduction	17
1. La politique extérieure turque et les relations entre les États-Unis et l'Iran	25
2. Les relations entre la Turquie et l'Iran.....	33
3. Ahmet Davutoğlu et la Diplomatie de Navette	41
4. Les conséquences des travaux nucléaires de l'Iran dans ses relations avec la Turquie	59
5. Les Détroits, ou canal de pétrole ?	65
6. Mondialisation, mais depuis quand ?	71
7. Chypre : les négociations en panne	75
8. Une diplomatie turque visionnaire et globale	95
Conclusion	107
Bibliographie	115
Index	117

Hüseyin Latif, politologue, écrivain et journaliste; Docteur en relations internationales de l'Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

Il est né à Babiali, qui était alors le centre de la presse et de l'édition d'Istanbul, dans un bâtiment qui sera plus tard le siège d'édition des journaux *Politika* et *Günaydın*. Il avait presque trois ans quand sa famille s'installe à Yeldeğirmeni, l'un des beaux quartiers de l'époque.

Après des études au Lycée Haydarpaşa, puis à la faculté d'Agronomie de l'Université de l'Egée, il part à

Paris en 1983 avec son diplôme d'ingénieur. Il obtient son premier diplôme de troisième cycle à l'Université de Bourgogne.

A l'Université de Paris-Sorbonne, il achève des programmes de master et de doctorat en Relations Internationales et Histoire Politique. Ensuite il participe à des formations sur les problèmes mondiaux dispensées par l'IRIS, à Paris. En 2003, il retourne vivre dans la ville dont il n'a jamais pu se détacher.

Il a enseigné dans les universités de Beykent, Galatasaray et Marmara; il est actuellement Directeur de la Publication du journal *Aujourd'hui la Turquie*.

Hüseyin Latif est l'auteur de plusieurs ouvrages politiques, mais aussi d'œuvres littéraires.

Contes pour les grands

Qu'est-ce que je veux encore aujourd'hui ?

A la fin de la première décennie du 21^{ème} siècle, qu'est-ce que je veux encore ?

Je veux beaucoup de choses encore. La plus importante, dans la région, dans le monde : je veux « Zéro Problème ».¹

En appuyant sur les touches de ma télécommande, je ne veux plus ni voir ni entendre des nouvelles du genre : « A tel endroit, autant de morts, autant de blessés » ni des titres comme « déclenchement de la guerre ou de l'occupation ».

Qu'est ce que je veux entendre ?

Que l'on dise : « A tel endroit, on a ouvert au public la 'Forêt de la Paix', dans telle ville, la pollution sonore, de l'environnement et de l'air, sont désormais du domaine du passé ».

¹ Politique de « Zéro problème » avec ses voisins, Prof. Dr. Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie.

Aujourd'hui, je veux « Zéro Problème » dans la région, le monde, partout où je vis...

Je veux vivre dans un monde sans armes, sans prisonniers de guerre, dans la paix, l'air pur et un environnement sain.

Comme vous, comme eux, nous voulons tous la même chose.

Comment cela ?

Commençons tout de suite par notre région, directement et sans ambages.

Au sud-est, que les soldats, les civils, les terroristes, les montagnards, les citoyens déposent tout de suite les armes.

Que toutes les forces d'occupation armées se retirent immédiatement d'Irak et d'Afghanistan.

Qu'Israël se retire tout de suite des territoires occupés. Qu'un État palestinien soit créé.

A Chypre, que l'on crée dès cette nuit deux États membres de l'Union européenne.

Que les négociations de la Turquie avec l'Union européenne aboutissent dans les trois mois.

Que l'Iran fasse une centrale nucléaire s'il le sou-

haïte, mais qu'il s'engage réellement à ne pas fabriquer d'armes nucléaires.

Que les régions du Caucase prêtes à entrer en conflit armé fassent l'objet d'une résolution définitive émanant d'instances internationales indépendantes.

Que l'on libère immédiatement, sans condition ni réserve, tous les prisonniers de guerre, les prisonniers politiques, ceux qui croupissent derrière les barreaux à cause de leurs idées. Qu'ils soient réhabilités.

Moi, en abordant 2011, je rêve d'un tel monde. Que ces pensées qui sont les miennes, s'il vous plaît, aillent au-delà du rêve.

Je veux « Zéro problème », je vous prie,

Monsieur Abdullah Gül,

Monsieur Recep Tayyip Erdoğan,

Monsieur Nicolas Sarkozy,

Monsieur Barack Hussein Obama,

Monsieur Vladimir Poutine,

Monsieur Mahmoud Ahmadinejad,

Monsieur Benyamin Nétanyahou.

Introduction

En 1945, 51 États, parmi lesquels la Turquie, ont fondé L'Organisation des Nations Unies pour la paix. Les États-Unis, la Russie, la France, la Chine et l'Angleterre sont devenus membres permanents du Conseil de Sécurité et disposent du droit de veto. Actuellement, des pays comme l'Allemagne, le Japon, l'Inde, l'Égypte, le Nigeria, la République Sud-Africaine, le Mexique et le Brésil, veulent devenir également membres permanents de ce Conseil.

Plusieurs pays sont à la fois garants de la paix mondiale et à la fois vendeurs d'armement : en tête toujours, les États-Unis, la France, la Russie, la Chine, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, la Hollande et la Pologne.

La Convention de Paris du 13 janvier 1993, portant sur l'interdiction de stockage et de l'emploi des armes chimiques, est entrée en vigueur en 1997; actuellement, elle n'a toujours pas été ratifiée par Israël, la Syrie, l'Irak, l'Egypte, la Somalie, l'Angola, la Birmanie, la Corée du Nord, les Iles Bahamas et la République Dominicaine.

Bien qu'en Europe et aux États-Unis, la liberté de presse ait atteint un niveau élevé, les relations économiques régulent ce degré de liberté. Mis à part les pays de la Scandinavie et de l'Europe centrale qui sont les plus avancés dans le droit à l'information, le pays le plus représentatif de la liberté de pensée est le Canada, qui se distingue nettement des autres par l'avancée de sa société en ce domaine.

La majorité des 56 pays les plus pauvres mais riches en ressources minières, se trouvent sur le continent africain, et les autres sont en Asie, mis à part la Colombie.

Les États-Unis, la France, l'Angleterre, la Russie, la Chine, Israël, l'Inde et le Pakistan sont au nombre des pays qui maîtrisent la technologie nucléaire, considérée à l'unanimité comme cause susceptible de déclencher à

tout moment une nouvelle guerre; mais outre ces pays, il est notoire que la Corée du Nord et l'Iran ont eux-aussi développé rapidement cette technologie.

Dans le présent ouvrage élaboré dans le contexte que nous venons d'évoquer, les problèmes modernes universels ont été situés autant que possible dans le cadre d'une vision globale principalement centrée sur la Turquie; également, mais de façon plus sporadique, nous avons veillé à exposer, dans un langage qui nous est propre, une approche des sujets qui posent problème au niveau de tout le Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient, avec sa superficie de 8.012.779 km² et, selon les données de 2006, une population de 275 millions d'habitants,² est une région difficile à cerner, car mis à part les Arabes, y vivent les Turcs, les Iraniens et des Juifs. Il est aussi le foyer d'origine et de culte des trois grandes religions monothéistes répandues aujourd'hui à travers le monde. Et cette région est également le centre de trois cultures importantes fondées sur ces religions et en évolution avec le temps.

² ROY Jean-Louis, Université de Montréal, <http://www.cerium.ca/Repenser-l-avenir-au-Moyen-Orient> (22 juillet 2010).

Actuellement considérée comme le pays du Moyen-Orient ayant atteint le plus haut degré de civilisation contemporaine et le plus avancé au sens du développement politique et économique, la Turquie déploie depuis tout juste cinquante ans ses efforts pour devenir membre à part entière de l'Union européenne. En 1959, en introduisant sa demande de candidature à la CEE, la Turquie a rivé par un signe concret cet intérêt de civilisation envers l'Europe.³

Membre des plus modernes structures actuelles militaires, économiques et politiques que sont l'OTAN, l'OCDE, l'OSCE,⁴ le Conseil de l'Europe et le G20, la Turquie, que certains milieux persistent à caractériser comme pays peu développé, et d'autres, comme pays en développement, se situe en fait en seizième ou en dix-

³ La demande a été effectuée en date du 31 juillet 1959. La CEE, qui a accepté la demande de la Turquie le 11 septembre 1959, a déclaré que les structures économiques, politiques et sociales de la Turquie étaient insuffisantes pour rencontrer les conditions d'adhésion, et a préconisé la signature d'un Accord d'Association jusqu'à ce que les obligations d'adhésion soient remplies. Au terme de quatre années de pourparlers, l'« Accord d'association entre la Turquie et la CEE » (Accord d'Ankara), signé le 12 septembre 1963, est entré en vigueur le 1er décembre 1964, ainsi l'aventure de la Turquie avec l'Union Européenne a commencé.

⁴ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

septième position - selon les positions de change - dans le classement des « 20 plus grands », qui est la première étape des décisions économiques et politiques concernant la planète.

La Turquie, en passant en 2008 à la nouvelle méthode de calcul de ses résultats de revenu national, a instantanément, en une nuit, atteint un produit intérieur brut de 941 milliards 584 millions, soit une hausse de 30 % selon la parité de pouvoir d'achat de l'époque. En 2008, selon les nouveaux résultats de l'Institut Turc de Statistiques (TÜİK) calculés par la méthode de production et concernant le produit intérieur brut (PIB), le revenu national par habitant a atteint 10.436 dollars. A la fin de 2009, ce revenu national par habitant a, avec la crise mondiale, régressé à 8.590 dollars.

Le Moyen-Orient vient en tête des régions du monde les plus chaudes, non développées ou en développement. Dans la région se déroulent continuellement des conflits ouverts ou larvés, portant même sur des sujets stratégiques autres que le pétrole et l'eau.

La Turquie, qui jusqu'à présent s'est dépensée sans compter pour faire partie de l'Occident, ne se contente

pas d'être simplement leader dans la région; elle veut, de façon énergique, occuper une place importante dans la politique mondiale.

Nous sommes convaincus du fait qu'un pays peut occuper une place importante dans la politique mondiale, en réduisant d'abord ses problèmes de voisinage de la dimension militaire à la dimension diplomatique. Et c'est pour cette raison que la plupart des sujets que nous voulons traiter dans ce livre sont des problèmes de civilisation moderne du monde qui se globalise, qui nécessite avant tout des relations diplomatiques puissantes et polyvalentes. Selon nous, les diplomates du ministère turc des Affaires étrangères, traditionnellement formés de façon polyvalente, sont conscients de ces problèmes et, à condition bien sûr qu'on les consulte, ont la capacité et le pouvoir d'amener la Turquie à la place qui lui est due dans le monde moderne.⁵

Dans les prochaines pages du présent ouvrage, vous constaterez que nous rejoignons l'analyse de l'actuel

⁵ Par consulter, nous entendons ici le fait de tirer profit de l'expérience et des connaissances des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères lors de leurs différentes réunions de travail avec les autres ministères.

ministre des Affaires étrangères, Professeur Dr. Ahmet Davutoğlu, dans sa théorie du « Zéro Problème ». Dans la région, défendre le « Zéro Problème » n'est rien d'autre que créer un terrain favorable pour de nouvelles actions de modernisation. Dans la politique de « Zéro problème », comme dans l'application de toute politique générale, il peut y avoir des revers et des échecs. Compte tenu du fait que beaucoup de théories proviennent d'une analyse exacte plutôt que de l'application d'une politique, et si possible dans le cadre de cette politique, nous devons être un pays qui suit une politique active, sans problème avec nos voisins de la région y compris Israël. Ainsi, dans le cadre d'une construction de base, les autres constructions pourront plus aisément se développer.

1

La politique extérieure turque et les relations entre les États-Unis et l'Iran

La politique externe de la Turquie, même si elle se développe dans un contexte de relation double avec l'Union européenne (UE) et les États-Unis, est placée de nos jours dans un axe États-Unis-UE -Iran en raison des relations de la Turquie avec ses voisins et de la position géopolitique, économique et stratégique de l'Iran dans le Moyen-Orient. La réussite de la Turquie dans une transformation positive de ses relations avec ce voisin important est un résultat de cette politique.

Dans l'après Seconde Guerre mondiale, les Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) deviennent des centres de décision dans lesquels des relations économiques, politiques et militaires sont établies et dont les États-Unis et la Turquie en sont deux membres importants, cependant les relations qu'entretiennent ces deux pays restent fluctuantes. Mais dans le processus de globalisation, depuis que les Américains se sont lancés politiquement, militairement et économiquement dans une épreuve de force, les relations entre ces deux pays, comme les relations des États-Unis avec les autres pays, ont commencé à se façonner dans la direction des intérêts américains.

La menace soviétique dans l'après Seconde Guerre mondiale rend nécessaire le rapprochement entre la Turquie et les États-Unis.

En 1948, dans le cadre du Plan Marshall, la Turquie, comme la plupart des pays européens, a reçu d'importantes aides financières.

Le 25 juillet 1950, la Turquie a envoyé des troupes en Corée ce qui lui a permis d'adhérer par la suite à

l'OTAN, dans les premières années de sa construction, en 1952, en même temps que la Grèce.

Suite au massacre des Turcs en Chypre pour l'idéal d'Enosis en 1964, la Turquie a pris la décision d'y intervenir mais le 5 juin 1964, elle a été sévèrement avertie par la lettre du président des États-Unis, Lyndon B. Johnson.⁶ Cette situation a conduit le gouvernement et le peuple turcs à réviser les relations turco-américaines et a provoqué une vague d'hostilité face aux Américains dans l'opinion publique turque tout au long des années 1960. Et lorsque, dix ans plus tard, en 1974, la Turquie a fait une intervention militaire afin d'assurer la paix sur l'île, les États-Unis ont lancé un embargo à l'encontre de la Turquie.

Durant la Guerre froide, même si l'essentiel des relations turco-américaines s'est montré dans des intérêts économiques, la relation entre les deux pays était principalement basée sur la coopération militaire. La Turquie, pour assurer sa sécurité par des mécanismes politico-militaires de l'OTAN ainsi que la coopération

⁶ ARCA YÜREK Cüneyt, Johnson Mektubu (la lettre de Johnson), *Hürriyet*, 13 janvier 1966.

d'association avec les États-Unis, a été obligée d'accorder le quart de son budget national pour les dépenses de défense du fait qu'elle était un « pays frontalier », ayant une longue frontière commune avec l'Union soviétique. Avec la fin des années 1980 et le début des années 1990, une nouvelle période commence pour les deux pays. Avec la chute de l'Union soviétique et la fin de la Guerre froide au début des années 1990, apparaît alors certaines spéculations concernant la diminution de l'importance stratégique de la coopération turco-américaine. Mais très vite, la réalité de l'importance du rôle régional de la Turquie, résultant de sa position géographique, son histoire, sa religion et ses richesses culturelles pouvant influencer les évolutions dans l'Europe et au Moyen-Orient, est devenue une évidence. Cette supériorité géographique de la Turquie a mis en place la notion de « l'association stratégique » qui définissait une coopération stratégique multidimensionnelle des intérêts communs dans les régions de l'Europe jusqu'au Caucase, de l'Asie Centrale jusqu'au Moyen-Orient. Les rencontres régulières dans les domaines du commerce et de l'énergie, les ententes pour le développement et le transport

des sources d'énergie autour de la mer Caspienne, l'intérêt montant des firmes américaines pour la Turquie, qui sont des pas faits pour « l'association stratégique », mettent en évidence aujourd'hui combien la Turquie a bénéficié ou n'a pas pu bénéficier de cette association.

Avant l'intervention des Américains en Irak en 2003, le 25 février, présentée à la Grande Assemblée Nationale Turque, « la proposition du Conseil des ministres accordant le pouvoir au gouvernement pour l'envoi des forces armées turques dans les pays étrangers et la présence des forces armées étrangères en Turquie » a obtenu suite au scrutin, 250 votes contre et 265 votes pour. Mais la majorité absolue prévue par l'article 96 de la Constitution n'étant pas atteinte, la proposition du Conseil des ministres a été considérée comme rejetée. La crise apparue entre la Turquie et les États-Unis suite à cette situation était la concrétisation d'une réalité existante mais refoulée et cachée depuis de longues années. Sous cet angle, quand on observe le tableau entre la Turquie et les États-Unis, la position qualifiée d'« alliance » a atteint ses limites au sujet de l'Irak et l'opinion publique mondiale s'est rendu compte que la

relation entre la Turquie et les États-Unis pouvait atteindre une dimension de menace plutôt que d'alliance si une attention nécessaire de la part de la Turquie n'y était pas portée. Le 4 juillet 2003, à la suite de l'incursion au Centre Spécial des Opérations Turques à Souleimaniye, 11 soldats turcs sont mis en garde à vue, sont interrogés à Kirkouk et ensuite sont amenés à Bagdad dans des salopettes oranges et avec des sacs sur leur tête.

Pour devenir une puissance stable dans l'échiquier politique du triangle stratégique des Balkans, du Caucase, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, la Turquie a besoin de devenir avant tout une puissance économique. Les États-Unis obtiennent le soutien politique qu'ils veulent de la Turquie mais on ne peut pas dire qu'ils fournissent des facilités économiques nécessaires à la Turquie. La limitation de l'exportation que les États-Unis appliquent à la Turquie continue, les privilèges commerciaux que le ministère du Commerce des États-Unis a accordé à certains pays, ne sont pas accordés -on ne sait pas pourquoi- à la Turquie.

Au Moyen-Orient, jusqu'au passé récent, les relations de prépondérance militaire et politique avec les États-

Unis et Israël ont négativement influencé les relations de la Turquie avec les pays arabes. Dans ce contexte, le soutien économique que les Américains fournissent à la Turquie est une nécessité de l'association stratégique et équivalent au support politique qu'ils reçoivent dans le triangle stratégique en question. Seulement, tandis que les demandes incessantes économiques et militaires des États-Unis provoquent de l'agitation dans le monde entier, le pays qui en subit la plus grosse part est la Turquie.

On peut facilement affirmer la même chose pour l'Union européenne. C'est pour cela que grâce à la nouvelle politique externe de Ahmet Davutoğlu, la voix de la Turquie est entendue intensément dans les pays arabes, par ses voisins ainsi qu'en Afrique et en Amérique du Sud. Cette situation est suivie par les diplomates occidentaux avec une grande stupéfaction et elle les force à penser à de nouvelles stratégies, ce qui est le plus important.

2

Les relations entre la Turquie et l'Iran

Le poids des relations de ces deux pays qui ont un passé très ancien est déterminé par le leadership de la région et par des collisions basées sur des confrontations de sectes. Au début du XVI^{ème} siècle, la dynastie des Séfévides qui régnait sur l'Iran (1501-1736) a voulu reconstruire l'ancien Empire perse en écartant les Ottomans et en profitant des différents « Tarikat (l'ordre) » d'Alévi, Bektâchî et Caferi pour conquérir l'ensemble de l'Anatolie. Les Ottomans, au début, n'ont pas réagi à l'expansion de l'ordre Alévi. Selim I^{er}, après avoir battu

le Shah İsmail en 1514 dans la bataille de Tchaldiran, a rassemblé les Chaféïs et les Qadiris se trouvant dans la région et a assuré leur fidélité envers l'Empire ottoman.

Après la déclaration de la République en Turquie, les relations se sont positivement développées entre les deux pays mais elles sont entrées dans une nouvelle phase le 1er février 1979 avec le retour de Khomeini en Iran qui était en exil en France. Avec la fondation de la République islamique, la société iranienne a été reformée selon les principes religieux. Mais l'implication grandissante de l'Iran dans l'exportation de la révolution islamique et son soutien aux mouvements séparatistes dans la région ont de nouveau dégradé les relations entre les deux pays.

Le programme d'armement nucléaire de l'Iran, premier sujet de discussion mondial de nos jours a en fait été lancé dans la période du Shah. À l'époque, c'est le développement des forces militaires nucléaires dans son voisinage qui a forcé l'Iran à son tour de s'y engager.

La région du Moyen-Orient possède une structure ethnique très complexe et le processus de la formation

de la nation n'y est pas encore achevé. La région est formée de sociétés mosaïques basées sur différentes croyances religieuses et de tribus où règnent des éternelles hostilités.

* * *

Les changements économiques, politiques et militaires dans le monde, la disparition du pacte de Varsovie, la réduction des armes stratégiques et tactiques nucléaires et les armes conventionnelles, ainsi que la recherche d'une nouvelle identité de l'OTAN conduisent la Turquie à assumer de nouvelles responsabilités régionales et globales grâce notamment à sa position géographique. Dans ce cadre général, la Turquie doit contribuer également à la paix mondiale grâce aux nouvelles missions qu'elle devrait s'approprier. L'existence des conflits et des crises qui perdurent dans les Balkans, au Moyen-Orient et entre les voisins de la Turquie peuvent menacer la paix mondiale.

Les États-Unis se sont toujours efforcés de coopérer avec d'autres nations afin de lutter contre les mouvements qui nuisent au commerce international et ont tenté d'encourager et soutenir le libre marché des produits.

La position géographique des États-Unis est l'élément essentiel qui détermine ses stratégies de sécurité. Les États-Unis sont entourés de pays voisins amicaux au nord et au sud et de grands océans à l'est et à l'ouest. En revanche, la plupart des pays alliés et amis des États-Unis recherchent des intérêts économiques et politiques cruciaux dans des territoires qui leur sont assez loins. Pour cette raison, il est dit que le monde contemporain a besoin d'une puissance américaine qui va aider à établir localement et globalement les équilibres internationaux et qui va ainsi soutenir la paix et la sécurité ! Mais durant une grande partie du siècle dernier, les États-Unis ont considéré la protection du Moyen-Orient contre une quelconque puissance ennemie comme l'un de leurs intérêts cruciaux. Ainsi nous observons de façon incontestable une puissance américaine en constante augmentation dans la région depuis la fin du dernier siècle.

Les intérêts américains dans le Moyen-Orient sont essentiellement un accès aux sources d'énergie fiables et bons marchés, une ligne de communication ouverte et fiable, aux voies maritimes, au Canal de Suez et au Détroit d'Ormuz et une liberté dans l'usage de ceux-ci.

Les États-Unis, l'unique superpuissance mondiale dans les deux dernières décennies des années 1900, veulent à la fois s'appropriier des sources de pétrole de la région et empêcher l'apparition d'autres puissances régionales leur constituant un adversaire.

Les États-Unis avaient un poids indiscutable dans la politique mondiale jusqu'en 2005, mais suite à l'attentat du 11 septembre 2001 et à la guerre du Golfe, pour protéger la paix et la stabilité dans le Moyen-Orient, ils ont déterminé des objectifs comme l'anéantissement de la terreur centrée au Moyen-Orient, le partage soi-disant égalitaire des ressources d'énergie dans cette région, l'arrêt de la course aux armements et la résolution des problèmes plus médiatisés comme celui de la question de l'eau. L'expansion de l'Islam radical grâce notamment aux forces armées de motifs religieux organisées pour l'effondrement de l'Union soviétique, une progression constante des actions terroristes, l'augmentation des sympathisants de ces mouvements en Europe et aux États-Unis et la localisation des précurseurs de ces courants au Moyen-Orient ont conduit les États-Unis à garder ces pays sous contrôle régulier directement dans

le Moyen-Orient. Parmi les trois pays cités dans l'« axe du mal » défini par le Président Bush, l'Irak est occupé et l'Iran se trouve aussi dans cette région, ce qui montre la volonté de contrôle des États-Unis, donnant ainsi des signaux pour la continuation de sa politique d'encerclement de l'Iran.

L'existence permanente des relations conflictuelles entre les pays du Moyen-Orient augmente le risque de guerre et la course aux armements. Les conflits qui peuvent apparaître dans cette région vont influencer fortement la formation du nouvel ordre mondial. Et du fait de sa position géographique, la Turquie sera parmi les pays les plus touchés par ces conflits. La tension et les conflits dans le Moyen-Orient représentent des menaces politiques et militaires pour la Turquie.

Tandis que l'Iran conserve son importance dans la région, il se rapproche de la Chine et la Russie pour mieux se sentir en sécurité. Même si l'augmentation du nombre des acteurs actifs dans la région constitue un désavantage pour la Turquie, cette dernière a pu grâce à ses récentes politiques participer au jeu sans être trompée par les grandes puissances.

Depuis longtemps, il paraît possible que les États-Unis utilisent directement ou indirectement la Turquie afin de neutraliser le régime de l'Iran qui dispose d'un sérieux système de défense. Mais la Turquie refusant une nouvelle guerre dans la région après l'invasion de l'Irak, l'action des États-Unis et Israël se limite aux menaces verbales et à l'encerclement de l'Iran sur le plan international pour le moment. L'influence des États-Unis en Turquie après la guerre d'Irak a entraîné de nouveaux progrès dans la politique externe turque face à l'Iran. Les instances de réflexions stratégiques et certaines agences de presse ont essayé de répandre l'idée que les États-Unis voulaient d'abord provoquer une guerre entre l'Iran et la Turquie pour ensuite diviser l'Iran et gouverner les nouveaux pays qui en seraient issus. Mais très vite ce scénario paraîtra très difficile et peu probable.

Aujourd'hui malgré l'expansion des menaces, la probabilité d'une guerre entre l'Iran et les États-Unis reste faible. D'une part, l'Iran est bien plus puissant pour ne pas être comparé à l'Irak et d'autre part, les masses opposantes au régime actuel augmentent de jour en jour

dans ce pays. Aussi, Washington envisagerait plutôt de soutenir les opposants afin de réaliser un changement de régime dans ce pays, et fait des sérieux efforts dans ce sens. Une autre hypothèse serait alors de contrôler le régime iranien grâce à la pression engendrée par la présence des États-Unis en Irak et au Moyen-Orient. Et pendant ce temps, l'Iran exerce une nouvelle pression sur le Moyen-Orient et sur le monde entier avec ses travaux d'enrichissement d'uranium.

Du côté de la Turquie, une résolution pacifique du différend au Moyen-Orient va d'une part soulager la région dont ses pays pourront consolider leurs relations et d'autre part cela contribuera au renforcement de la coopération dans les domaines culturel, touristique, commercial, économique et politique.

Grâce aux deux textes qui analysent les contours de la politique externe turque suivie par le gouvernement d'AKP notamment ces deux dernières années, nous voulons mettre en évidence comment la Turquie pense le monde et le Moyen-Orient et comment Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdoğan ont installé cette nouvelle politique en Turquie.

3

Ahmet Davutoğlu et « la Diplomatie de Navette »⁷

Le Prof. Dr. Ahmet Davutoğlu a donné, le mardi 6 novembre 2009, à l'ADI,⁸ une conférence intitulée « La

⁷ Le nom donné au fameux style d'action diplomatique attribué à Henry Kissinger, (né sous le nom de Heinz Alfred Kissinger le 27 mai 1923 à Fürth, Allemagne) diplomate américain. D'abord conseiller à la sécurité nationale américaine, il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1973 alors qu'il est secrétaire d'État du gouvernement républicain de Richard Nixon, poste qu'il occupe ensuite sous Gerald Ford. Promoteur de la Realpolitik, il joue un rôle important dans la diplomatie américaine au cours de la Guerre froide de 1968 à 1977. Il inspire la politique de détente avec l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et joue un rôle crucial dans le rapprochement avec la Chine à partir de 1971.

⁸ Académie Diplomatique Internationale, Paris.

Turquie et sa diplomatie de conciliation », expliquant la politique extérieure turque. La salle était pleine à craquer, si bien que plusieurs personnes ont été obligées de la suivre debout. Le ministre Ahmet Davutoğlu a parlé pendant plus d'une heure dans un anglais fluide et sans consulter un texte préétabli. L'expression toujours souriante de Davutoğlu est devenue légèrement pensive lorsqu'il expliquait les relations turco-israéliennes. Attention, je ne dis pas tendue, mais pensive.

J'aimerais partager avec vous les idées principales qui se dégagent lors de cette conférence et les réunions de presse l'ayant suivie : au seuil des années 2010, la Turquie est devenue un pays puissant, pouvant exprimer ce qu'elle pense et ce qu'elle juge correcte quand ceci est nécessaire, tout comme le font les États-Unis, la France et la Russie. Aujourd'hui, la République de Turquie n'est plus un pays uniquement concerné par ses proches voisins, mais un pays qui exprime son opinion au monde entier.

Ce jour, dans la magnifique salle de l'ADI vieille de 80 ans,⁹ nous avons noté les explications du ministre

⁹ C'est sous le règne de Napoléon III que la famille Menier propriétaire des célèbres chocolateries décide de construire sur la plaine Monceau

des Affaires étrangères Davutoğlu, un diplomate sûr de lui, un technocrate et, en même temps, un homme de science maîtrisant parfaitement la politique.

Dans l'après-midi, lors de sa conférence de presse au CAPE,¹⁰ Monsieur Davutoğlu s'est exprimé en turc et il a été traduit d'une manière impeccable en français.

Si nous revenons maintenant à mes impressions, d'après Ahmet Davutoğlu, la Turquie a commencé à suivre une politique extérieure conforme à sa position qui est une zone stratégique multidimensionnelle. Étant voisin de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, la Turquie est à la fois un pays des Balkans, mais elle prend place aussi dans la géographie caucasienne, et elle est considéré en même temps comme un pays du Moyen-Orient. La Turquie, qui est généralement vue comme un pays asiatique, est en réalité un pays faisant partie de l'Eu-

un immeuble d'habitations de très haut standing. Les parties communes exclusivement réservées aux occupants de l'immeuble, sont spécialement aménagées pour des réceptions familiales. La grande salle de bal deviendra vite un haut lieu des soirées très mondaines de la vie parisienne. En 1929, les salons rénovés sont inaugurés par le Président de la République Gaston Doumergue qui y installe L'Académie.

¹⁰ Centre d'Accueil de la Presse Etrangère.

rope et elle est orientée vers l'Union Européenne. Tout en étant un pays de la Méditerranée, la Turquie se situe aussi non loin des pays côtiers de la Mer Caspienne et a également une position qui pourra influencer les pays du Golfe.

La Turquie a partagé un passé commun avec l'ensemble des peuples qui l'entourent, que ce soit au Nord ou au Sud, en Orient et en Occident. S'il faut donner des exemples, le nombre des Bosniaques vivant en Turquie est supérieur à ceux vivant en Bosnie, et la population d'origine albanaise en Turquie est plus nombreuse que celle vivant actuellement en Albanie. Cette situation est également valable pour les peuples caucasien, circassien et abkhaze vivant au Caucase.¹¹

Ainsi, les relations que la Turquie entretient avec ses voisins sont instituées sur des bases très anciennes. Sans oublier les relations avec l'Europe qui ont également des racines très profondes dans l'Histoire. Les relations

¹¹ Population d'origine bosniaque vivant en Turquie : 2 millions ; les Circassiens 2,5 millions, la population d'origine albanaise 1,3 millions. Ces populations dans leurs pays propres : Bosnie-Herzégovine 4 millions, Albanie 3,5 millions. (http://www.alevihakberajansi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=3953&Itemid=51).

turco-françaises prennent une place particulière parmi celles-ci.¹²

De la même manière, le fait que la Turquie soit membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies et qu'elle prenne sa place parmi les architectes de l'économie internationale en tant que membre du G20 ne sont que deux exemples montrant les responsabilités que cette dernière endosse dans les relations internationales et culturelles.

Par ailleurs, la Turquie dirige les négociations indirectes menées entre la Syrie et l'Israël. Lorsque nous prenons en compte l'attitude adoptée par la Turquie lors de la guerre de Gaza, le rôle qu'elle a entrepris entre les groupes locaux pour que la paix soit établie en Irak, son rôle en Afghanistan mais également au Liban, nous pouvons remarquer combien elle devient un acteur important pour la paix dans le monde.

Le professeur Davutoğlu mène actuellement une politique très active entre Bruxelles, Sarajevo, Belgrade,

¹² L'histoire des relations entre la France et la Turquie remonte au 16^e siècle. Le Sultan ottoman Soliman le Magnifique et le Roi de France François 1er ont débuté une coopération contre l'Espagne qui était le pays européen le plus puissant de l'époque.

le Caucase, Erevan et Baku. Voici un aperçu de son programme diplomatique et politique en octobre dernier : à la suite de sa participation à la réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies tenue le 30 septembre 2009, Ahmet Davutoğlu a organisé une conférence de presse le matin du 1er octobre à son arrivée en Turquie. Il y a déclaré que ledit mois serait pour la Turquie un mois de diplomatie et de politique pour contribuer à la paix dans la région et dans le monde. Le ministre des Affaires étrangères turc est parti pour Bruxelles le soir même et s'est entretenu avec le Président de la Commission européenne José Manuel Barroso, le Haut Représentant de la Commission chargé de l'élargissement Olli Rehn et le ministre des Affaires étrangères suédois, Carl Bildt. Par la suite, il a participé au Sommet Turc en Azerbaïdjan et Nachjivan avec le Président de la République Monsieur Gül.

Puis, la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Europe du Sud s'est tenue à Istanbul sous la présidence de M. Davutoğlu. Des négociations s'y sont tenues sur la question de savoir comment rendre la paix permanente dans les Balkans.

Davutoğlu a dit : « Le 9 octobre 2009 était une journée intéressante pour moi. Nous avons fait une réunion le matin du 10 octobre en tant que ministres des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, Serbie et Turquie. Cette réunion était importante pour la paix dans les Balkans. Avec mes confrères, nous avons continué les négociations tout au long du mois sur le même sujet. » Puis il a parlé de la visite du Président Gül en Serbie.

Lors de la réunion réalisée le soir du 10 octobre à Zurich, et où Javier Solana, le Haut Représentant pour la politique étrangère de l'Union Européenne, Sergei Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Russie, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères français, et Hillary Clinton, le secrétaire d'État américaine chargé des affaires étrangères avaient pris part, Ahmet Davutoğlu et Edward Nalbandian, respectivement ministres des Affaires étrangères de la Turquie et de l'Arménie, ont signé une convention normalisant la situation entre les deux pays. Un pas historique a alors été franchi.

Davutoğlu s'est ensuite rendu en Syrie avec douze ministres turcs ; il y a signé le traité annulant le visa en-

tre les deux pays. Une véritable atmosphère de fête régnait sur la zone frontalière après la signature du traité. Les relations turco-syriennes qui étaient déjà positives sont entrées dans une période d'intégration intense.

Le 14 octobre, le Président de l'Arménie Serge Sarkissian est venu en Turquie pour assister à un match de foot. Ainsi, une nouvelle étape commence entre les deux pays.

Une délégation turque s'est rendue en Irak le 15 octobre 2009, sous la présidence du Premier ministre. Lors de ces entretiens assistés par dix ministres, quarante-huit conventions ont été signées en un jour dans les domaines de la santé, de l'énergie, de l'environnement et du commerce.

Le jour suivant, des visites ont été faites en Bosnie-Herzégovine et en Albanie. Ahmet Davutoğlu a participé à la réunion de coopération économique de la Mer Noire, à Baku, deux jours plus tard.

Effectuant par la suite des visites au Pakistan et en Iran avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, Davutoğlu a entrepris des négociations visant le renforcement de la position du Pakistan contre le terrorisme

en vue de conserver sa structure démocratique. Une série d'entrevues a été organisée en Iran pour la paix régionale et mondiale, leur sujet principal étant les programmes nucléaires.

Le jour suivant, les deux hommes sont allés encore une fois en Irak et, après Bassora et Mossoul, la ville d'Erbil a été visitée officiellement pour la première fois. Bien entendu, parallèlement à toutes ces activités, des entretiens très intenses à propos de Chypre se sont poursuivis tout au long du mois. Le Premier ministre grec Yorgo Papandréou a d'ailleurs effectué son premier voyage officiel à l'étranger en Turquie.¹³

Ces visites effectuées dans quatorze pays, et les efforts importants effectués pour l'établissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans cette zone critique et difficile, nous montre combien la Turquie veut désormais réaliser l'intégration la plus concrète possible dans ses relations avec ses voisins dans les domai-

¹³ Nous devons aussi mentionner que M. Yorgo Papandreou vainqueur des élections du 4 octobre 2009 en Grèce, a fait son premier voyage à l'étranger, en Turquie le 9 octobre. Le Premier ministre Grec a d'abord visité le Patriarcat Grec de Fener et a rencontré le Patriarche Bartholomeus, et ensuite visité le Premier ministre Erdoğan.

nes économique et sécuritaire. Ainsi, la paix, la stabilité et la sécurité seront assurées dans les pays entourant la Turquie et ceci renforcera encore plus sa position dans la politique internationale.

Il n'est resté aucun sujet sur la politique extérieure que le Prof. Dr. Ahmet Davutoğlu n'a abordé lors de son discours à Paris. Il a répondu aussi très clairement aux questions posées par les journalistes.

Sur une question à propos des relations entre la Turquie et l'Arménie, Davutoğlu a répondu comme il suit : « Nous voulons mener de bonnes relations non seulement avec les Arméniens vivant en Arménie, notre voisin, mais avec l'ensemble des Arméniens vivant partout dans le monde. Ce faisant, l'important est de rétablir une mémoire juste. Si chacun raconte l'histoire uniquement de son propre point de vue, une mémoire juste ne se formera pas. Ceux qui raisonnent avec une mémoire unipolaire ne pourront pas échafauder d'avenir commun. Moi, je connais les chagrins vécus par mes grands-parents. Ce que je veux avec insistance est de soigner ces chagrins communs que l'on aurait vécus par le moyen d'une mémoire commune et juste. Pour cette

raison, les travaux à effectuer par la commission d'histoire commune présentent une importance vitale. » Le ministre des Affaires étrangères a précisé que les protocoles signés avec l'Arménie sont en attente au Parlement turc pour approbation, et il a ajouté qu'ils attendaient un moment favorable du point de vue psychologique pour que ces protocoles ne soient pas rejetés.

Finalement, Davutoğlu a aussi parlé longuement sur le sujet israélien et a voulu réduire au minimum les points d'interrogation des journalistes participant à la conférence. Il était clair que Davutoğlu était très énervé par l'accusation d'antisémitisme portée aux Turcs après les événements vécus dernièrement : « Le Président, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères précédent et moi-même, nous avons chassé depuis des années ce fait d'antisémitisme et nous ne l'avons jamais permis sur nos territoires. Pour cette raison, j'ai blâmé ce que l'on avait fait à Monsieur Gaby Lévy, Ambassadeur d'Israël en Turquie, le 5 novembre 2009 à l'Université Technique de la Mer Noire et, dans la déclaration que j'ai faite après ces événements j'ai précisé à nos citoyens la nécessité de respecter tous les ambas-

sadeurs en Turquie. Il serait tout d'abord terriblement injuste d'associer les politiques menées par Israël et les Juifs. La politique de la Turquie au sujet d'Israël est une politique de principe. Premièrement, nous sommes définitivement contre les approches telles que l'antisémitisme et nous ne le permettrons jamais dans notre pays. Deuxièmement, nous ne nous abstiendrons jamais de critiquer l'utilisation des armes et des bombes contre les civils innocents même si c'est Israël ou un autre pays qui en fait usage. Finalement, il faut que l'on sache que nous ne resterons pas muets contre une tragédie vécue à Gaza ou sur le territoire d'un autre pays. Nos critiques concernant ce sujet ne peuvent être orientées ni contre l'ensemble des Juifs ni contre l'ensemble des Israéliens. Par conséquent, il faut bien différencier ici ces trois facteurs. Il n'y a pas d'attitude adoptée par le peuple turc contre les Juifs. Notre peuple a toujours ouvert ses bras aux Juifs qui avaient été opprimés par le passé, et il le fera de nouveau si c'est nécessaire. »

Ainsi, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a entrepris une « diplomatie de navette », comme son confrère Henry Kissinger, ministre améri-

cain des Affaires étrangères, l'avait fait à l'époque. Tout comme dans son livre *La Profondeur stratégique*,¹⁴ Ahmet Davutoğlu œuvre pour la politique du « Zéro Problème ». Comme il l'a également dit dans son discours, « la paix dans notre pays et dans le monde »¹⁵ passe en premier lieu par le zéro problème dans notre région et avec nos voisins.

* * *

La Turquie a pu mettre en vigueur, conformément à la politique du « zéro problème » du ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, la politique d'un « grand pays » sans problèmes, non seulement dans la région mais aussi dans le monde entier. Ainsi la Turquie a su prendre sa place dans l'histoire avec son action dans la politique extérieure durant les mois de septembre et d'octobre 2009.

D'ailleurs le monde des affaires a célébré ce succès déjà en début d'octobre. Le 1^{er} octobre, lors du discours d'ouverture du Conseil Consultatif de l'Association Tur-

¹⁴ DAVUTOĞLU Ahmet Prof. Dr., *Stratejik Derinlik (La Profondeur stratégique)*, Position Internationale de la Turquie, Editions Küre, 29^e édition, Istanbul, août 2009.

¹⁵ ATATÜRK Mustafa Kemal, « Yurtta sulh, Cihanda sulh ».

que des Industries et Hommes d’Affaires (TÜSİAD), le Président du Conseil, Mustafa Koç indiquait leur satisfaction concernant l’expansion et l’ouverture politique du pays, envers ses voisins, ces derniers temps : « En tant que TÜSİAD, nous avons longtemps critiqué le fait que la Turquie vive des problèmes avec ses voisins. C’est pour cette raison qu’après tant d’années, nous accueillons avec satisfaction les mesures prises pour la résolution de nos problèmes chroniques de politique extérieure.

La déclaration suivante de Davutoğlu nous montre clairement que sa politique actuelle résulte d’une analyse du passé. « L’acquis culturel et historique d’un peuple et les lignes de front géopolitiques jouent un rôle important dans la formation de sa vision internationale. Par exemple, la différence entre d’une part les lignes de front tissées avec l’identité allemande et l’histoire du Saint-Empire romain germanique qui prévoit les lignes géopolitiques de la mentalité stratégique allemande et d’autre part les frontières allemandes effectives et juridiques fut la cause de deux guerres mondiales dans le passé. La même différence apparaît également dans

l'après Seconde Guerre mondiale lors de la création pacifique de l'Union européenne parmi ses éléments fondateurs. L'élément essentiel dans le fait que les États-Unis apparaissent dans l'histoire comme une superpuissance, c'est la vision de la ligne de front géopolitique qui a transformé, durant le 19^{ème} siècle, en un terrain de souveraineté extensible allant de l'Atlantique vers les profondeurs du Pacifique. »

D'après le Prof. Dr. Ahmet Davutoğlu même si la position géopolitique et la sécurisation des frontières terrestres d'un pays créent la possibilité de développement pour devenir une superpuissance, mais dans le cas contraire, ce pays peut se retrouver au centre des conflits.

Il est utile également de jeter un coup d'œil à « l'équation des forces et les éléments » qu'il a développé en déterminant les lignes principales de la politique.

« Prenant en considération le poids relatif et la puissance d'un pays dans ses relations internationales les formules suivantes peuvent être déterminées. Définissons comme suit : données constantes (SV) histoire (t) géographie (c) la population (n) et la culture (k); les

données potentielles (PV) la capacité économique (e_k), la capacité technologique (t_k) et la capacité militaire (a_k). La puissance d'un pays peut être indiquée dans la formule suivante :

$$G = (SV+PV) \times (SZ \times SP \times SI)$$

Dans cette formule SZ = la mentalité stratégique, SP = la planification stratégique, SI = la volonté politique.

L'explication de la formule étant $SV = t + c + n + k$ et $PV = e_k + t_k + a_k$

Donc : $G = \{(t + c + n + k) + (e_k + t_k + a_k)\} \times (SZ \times SP \times SI)$. »¹⁶

Selon le Prof. Dr. Ahmet Davutoğlu, la population jeune et dynamique de la Turquie est un important paramètre de pouvoir, et ceci demeure un élément clé dans les relations avec l'Union européenne. Cependant, lorsque l'on observe le marché de travail actuel, on doit s'interroger si la démographie jeune de la Turquie consiste en un avantage ou un désavantage.

¹⁶ DAVUTOĞLU Ahmet Prof. Dr., *ibidem*, p.17.

La Turquie a pris la décision de gérer sa politique concernant les pays de Moyen-Orient par rapport aux régimes politiques et aux changements dans les régimes de ces pays au début du XXI^{ème} siècle. Dans le cadre de la théorie de « zéro problème » de Davutoğlu, le ministre des Affaires étrangères, la Turquie mène désormais une politique internationale innovante, dynamique, multinationale, multirégionale et multiculturelle.

« Les conditions minimales du succès pour la politique du Moyen-Orient sont : une stratégie solide qui englobera le Moyen-Orient géoculturellement et géopolitiquement ; une politique externe souple qui assurera la coordination des tactiques diplomatiques et militaires, et enfin une capacité de classification afin d'évaluer l'influence de cette région dans les politiques globales. Les éléments fondamentaux de l'approche stratégique nécessaire peuvent être résumés de cette façon », dit Davutoğlu qui prévoit des politiques saines résultant d'une analyse en profondeur de la région effectuée par des centres de recherche et les instituts universitaires afin de « développer des projets englobant la région dans sa totalité ». De cette façon la Turquie pourrait connaître

à temps les problèmes de sa région et serait en mesure de produire les thèses et les antithèses nécessaires ainsi que la formation de nouveaux terrains d'intérêt.

La priorité serait d'accorder la prépondérance à la communication et aux relations horizontales afin de consolider l'image de la Turquie dans la région. Dans l'application de ce principe, les relations avec nos voisins, l'Iran, l'Irak et la Syrie sont cruciales. Pour que la Turquie, qui mène une politique multidimensionnelle et active afin de contrôler le processus de paix dans sa région, puisse être qualifiée de « leader », ce qui est nécessaire n'est pas autre chose que ceci.

4

Les conséquences des travaux nucléaires de l'Iran dans ses relations avec la Turquie

Le Moyen-Orient, touché par les changements apparus dans le système international suite au 11 Septembre entame une nouvelle période avec la guerre en Irak en 2003. Deux grands pays les plus touchés par la guerre, la Turquie et l'Iran, ont essayé de se protéger des dangers de cette nouvelle période et en même temps ont mené des politiques afin d'en tirer également les profits. Avec la guerre en Irak, les Américains ont pu augmenter leur influence dans la région et exercent un contrôle strict réduisant ainsi le champ d'action politique de la

Turquie et de l'Iran dans la région, ce qui a conduit les deux pays à mener une diplomatie équilibrée et multidimensionnelle.

L'obligation en question peut être expliquée par la détermination des États-Unis d'orienter la relation entre les deux pays. Depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en 2009, les États-Unis ont voulu éviter la perte de confiance et l'isolation internationale qu'ils ont subi durant les premières années de la guerre d'Irak. Ils ont alors tenté d'obtenir un maximum de soutien international sur leur politique à l'égard de l'Iran. C'est pour cela que Barack Obama a chargé Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine aux affaires étrangères. Les États-Unis demandent d'une part le soutien de l'Agence Internationale d'Énergie Atomique et d'autre part, invitent plusieurs pays, y compris la Turquie, à renforcer la pression diplomatique qu'ils appliquent sur Téhéran.

Étrangement, rien n'explique le fait que la Turquie ne soit pas inquiétée par la perspective d'accès de l'Iran à la production de l'arme nucléaire. Rappelons que cette question est devenue depuis plusieurs années un sujet d'inquiétude au niveau international.

Bien que l'Iran persiste à affirmer qu'il souhaite juste développer son programme nucléaire civil dont l'unique objectif serait la production d'électricité, le fait que l'Iran dispose de la technologie nucléaire ou encore qu'ils produisent des armes nucléaires serait une importante perte de prestige pour la Turquie. Mais, la méfiance de l'Occident et particulièrement les États-Unis et Israël qui affirment que l'objectif de l'Iran, pays riche en ressources de pétrole et de gaz, est surtout l'accès à l'arme nucléaire et non pas la production d'électricité empêche la Turquie d'adopter une position nette sur cette question.

Nous constatons un désaccord concernant la principale raison de méfiance envers la question nucléaire de l'Iran. Le fait que l'Iran ait caché ses travaux sur ce sujet un certain temps et qu'ensuite les Nations Unies aient révélé cette réalité consolide ce désaccord. Par ailleurs, l'armée turque semble aussi inquiète de la technologie de fusée de l'Iran et de ses activités concernant les armes de destruction massive. Les fusées Şahab-3 et Şahab-4 créent une inquiétude au sein de l'armée turque puisque ces fusées sont des fusées de portée modérée

pouvant atteindre une vaste partie de la Turquie.

Afin de détourner l'Iran de cette voie, plusieurs pays essaient diverses méthodes. Les États-Unis abordent les sanctions économiques et politiques, Israël propose des tirs ciblés. La volonté de l'Iran de devenir une puissance nucléaire depuis 1975 dérange le trio de l'Union européenne (la France, l'Allemagne, l'Angleterre) qui essaie de dissuader l'Iran par des négociations. Les modèles de « centrale mobile » développés par des puissances nucléaires comme la France et les instituts nucléaires construits pour partager la technologie sont des exemples concrets de ces efforts. L'agence atomique liée aux Nations Unies essaie de résoudre ce problème en poursuivant les contacts avec l'Iran. Quant à la Russie, elle suggère la réalisation du programme nucléaire civil dans ses territoires. En réalité, les autorités turques trouvent inquiétant que l'Iran dispose des armes nucléaires, mais ils soulignent qu'un conflit avec l'Iran serait plus dangereux. Les autorités turques sont donc pour une résolution du problème par la discussion. Autrement, les oppositions et les frictions risquent de pousser Ankara à faire des choix difficiles.

Dans le cadre de ses politiques d'avenir, l'Iran s'orientera vers le Caucase et l'Asie centrale, ses relations en constante amélioration avec l'Arménie, allié au rapprochement de la Chine et l'Iran et avec l'ajout de l'Inde à ce tableau, l'Iran peut former un pôle de puissance, comme il le désire. Le statut d'observateur de l'Iran au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai et une future adhésion de l'Iran comme membre de cette organisation conduira à une alliance Russie-Chine-Iran, et cela constituera le scénario le plus indésirable pour les États-Unis. Aussi, la position de la Russie va jouer un rôle clé à ce sujet. Il est probable que Poutine se donne un rôle politique actif au Moyen-Orient et que le mécontentement d'Israël soit déterminant dans l'avenir de cette alliance. En effet, les visites au Moyen-Orient de Poutine et ses explications en 2005 montrent une tendance au changement de la politique de la Russie envers le Moyen-Orient. Mais les États-Unis s'efforcent de ne pas prendre la Russie en grippe et soulignent leurs bonnes relations mutuelles.

Pour conclure, tout comme dans les années 1950, la Turquie s'est orientée vers une étroite coopération avec

les États-Unis, mais le résultat de son soutien aux politiques américaines n'a pas atteint le niveau souhaité en raison des politiques actives -peut être justes- de l'Iran dans la région. Quant à la politique externe des années 2000 de la Turquie, à la différence des années 1950, elle a été marquée davantage par des obligations plutôt que des choix. Lors des crises économiques, dans lesquelles la Turquie se trouvait en frictions avec l'Union européenne, notamment à cause de la politique du Nord de l'Irak, très importante au regard de la Turquie, ainsi que le retard socio-culturel de l'Anatolie du Sud-est a entraîné des critiques de la part de l'Union européenne. La Turquie, dans la détermination de ses politiques, a suivi les États-Unis, comme dans le passé.

Concernant la question du nucléaire iranien nous aimerions rappeler : que l'Iran construise sa propre centrale nucléaire mais, qu'il déclare encore une fois qu'il ne produira pas des armes nucléaires.

5

Les Détroits, ou canal de pétrole ?

Le 1^{er} juillet 2010, 15 géants du pétrole, dont BP, Chevron, ENI, Exxon Mobil, Shell, Total et Transneft, se sont réunis à l'Hôtel Conrad, à Istanbul, sur l'invitation du gouvernement turc. A la « Réunion de prévention des risques environnementaux pour les Détroits » ont participé le Prof. Dr. Veysel Eroğlu, ministre de l'Environnement et des Forêts, en qualité d'hôte représentant la Turquie, ainsi que Binali Yıldırım, ministre des Transports, et Taner Yıldız, ministre de l'Energie et des Ressources Naturelles.

Les ministres turcs, qui ont pris la parole lors de cette réunion, ont attiré l'attention sur les risques causés par les cargos, tankers et le transport des produits pétroliers, en ces termes : « Prenant en considération les priorités et intérêts nationaux et internationaux de la Turquie sur les plans économique, social, politique et environnemental, dans le cadre, tout d'abord, de l'accord de Montreux, d'autre part, des autres conventions et accords internationaux, ainsi que des lois émanant de l'Organisation Maritime Internationale, il ne faut cependant pas oublier que la Turquie a le droit d'avancer de nouvelles réglementations portant sur les passages des Détroits. »

* * *

Mis à part le fait que je sois issu d'une famille stambouliote depuis plus de 120 ans, que je sois né à Cağaloğlu et que j'ai grandi à Kadıköy, j'ai suivi avec intérêt cette réunion, en tant que personne ayant vécu jour après jour la pollution marine à Istanbul. Il y a trente, trente-cinq ans, on se baignait sur les plages de Fenerbahçe, Tarabya, Süreyya et Moda. A mon retour d'Izmir, où j'étais allé poursuivre mes études universitaires, il ne restait de ces plages que quelques murs et quelques jetées.

Nous consacrerons une plus large place à ce sujet lors d'une prochaine édition. Dans l'immédiat, je tiens à vous faire part de ce qui m'est resté à l'esprit après la réunion, de mes réflexions et de mes entretiens avec les ministres concernés.

En 2009, 51424 pétroliers sont passés par le Bosphore. Selon les données des experts, ce chiffre dépasse le nombre de bateaux qui passent par les canaux de Panama et de Suez, qui ont pourtant été conçus à cet usage. De toute façon, ici, c'est gratuit.

On ne prête qu'aux riches...

Il nous faut examiner de deux façons ce chiffre qui a connu une progression de 130 pour cent ces dix dernières années : d'une part, l'augmentation numérique, d'autre part, l'augmentation du tonnage.

Un vrai boulevard...

On peut expliquer cette augmentation par la montée en importance du pétrole sur le marché international.

De toute façon, nous sommes un pays stratégique...

110 à 150 millions de tonnes de pétrole par an...

150 à 200 tankers par jour...

... et depuis 1948, 403 accidents graves !

L'accident le plus important, c'était celui du 15 novembre 1979. Les fenêtres de notre maison qui se trouvait à plus de trois cents mètres de l'accident se sont brisées... Ce jour-là, vers le matin, ma mère, mon père et mon frère, comme des centaines de milliers de stambouliotes, ont été réveillés par un bruit et une secousse identique à celle d'un lourd bombardement pendant la guerre. Le lendemain matin, ma mère m'a raconté au téléphone –comme je me trouvais à Izmir pour mes études universitaires– que les lits avaient tremblé avec fracas.

Le matin du 15 novembre 1979, le tanker nommé *Independenta*, chargé de pétrole, est entré en collision au large de Kadıköy avec un cargo nommé *Evriyali* : il y a eu 43 morts et 64 mille tonnes de pétrole répandues en mer ont brûlé pendant des semaines. Mais l'affaire ne s'est pas arrêtée là : 22 jours après l'accident, suite à une deuxième grande explosion due aux gaz comprimés dans le tanker, cinq mille mètres carrés de vitres ont été brisés, selon les chiffres officiels. Les habitants ont été pris de panique. L'écosystème en Mer de Marmara a subi un changement immédiat. Des millions de poissons

ont péri, et des centaines de milliards d'œufs de poissons ont été anéantis en un instant.

Pendant bien des années, ils n'ont pas réussi à évacuer la carcasse calcinée du tanker. En démontant, en découpant chaque nuit à la dérobée, des plongeurs pirates ont volé les pièces du tanker qui avaient le plus de valeur.

Mais deux choses ont subsisté : nos plages se sont fermées une à une. La mer a rapidement perdu la vie.

Et les habitants vivent toujours dans la peur.

6

Mondialisation, mais depuis quand ?

« La mondialisation de la planète et la Turquie en transformation » est le nom de mon dernier livre, qui est sorti en librairie le 12 janvier 2011, dans lequel j'ai essayé de chercher une réponse aux problèmes de mutation de la Turquie moderne.

Pour certains, la mondialisation est née avec l'Internet, sans même tenir compte de la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle. En regardant l'histoire, nous constatons déjà dans la formation de l'Empire mongol une étape importante de la mondialisation. Par leurs

conquêtes de la Chine, de l'Asie, de l'Iran, de l'Irak et de la Russie méridionale et leurs raids en Europe orientale et en Syrie, les Mongols ont, en effet, créé un immense réseau de communication terrestre et ainsi mis en relation des sociétés et des hommes qui ne l'avaient quasiment jamais été.

Il est vrai que nous sentons de plus en plus ce monde virtuel à chaque moment de notre vie. Ce que nous sentons aussi c'est une culture qui envahit nos territoires et crée une nouvelle géographie ; on peut donc facilement comprendre que la société civile et l'économie mondiale n'existent pas, mais, au contraire, que de multiples réseaux mondiaux s'entrecroisent sur la planète.

Les militants mondialistes, pour mieux propager leurs idées ou bien diffuser leurs produits, ont besoin des grandes métropoles pour faciliter les consommations, mais toujours en s'adaptant, en trouvant des associés locaux. Une consommation qui peut être définie comme une idée, comme un produit sous le contrôle de grands rassemblements économiques, politiques ou militaires.

Quant à l'aspect économique de la mondialisation, il s'est constitué par les firmes transnationales (FTN) qui

jouent aujourd'hui un rôle majeur. Le nombre de ces sociétés mères s'étend à 82 000 en 2009 et leurs filiales à l'étranger 810 000. Elles réalisent plus du quart du PIB mondial, les deux tiers du commerce mondial et emploient 75 millions personnes, dont plus de 30 millions travaillent à l'étranger.

Mais le visage humain du mondialisme s'est enrichi par des migrations qu'on peut classer en trois catégories de plus en plus floues, entre travailleurs, demandeurs d'asile et membres du regroupement familial sans oublier la contribution des transports de plus en plus rapides et des communications en temps réel.

... Et pendant ce temps, les métropoles, les vitrines du business mondial se développent avec des méga complexes touristiques, commerciaux et parfois culturels, mais toujours au service de la mondialisation qui ne date pas d'hier.

7

Chypre : les négociations en panne

Alors que le rapport de la Commission européenne sur la Turquie vient de paraître, la question chypriote fait toujours débat. Nous nous sommes rendus fin septembre 2009 à Chypre afin de rencontrer¹⁷ les principaux acteurs : le Président de Chypre Nord Mehmet Ali Talat et son Premier ministre Derviş Eroğlu, mais aussi M. George Iacovu, Commissaire à la Présidence de la partie chypriote grecque.

¹⁷ Je m'étais déjà rendu une première fois pour rencontrer Mehmet Ali Talat, en août 2007.

7. 1. Mehmet Ali Talat¹⁸

Après son voyage à New-York, le Président Mehmet Ali Talat s'est entretenu avec moi, dans son bureau au Palais présidentiel, à Nicosie, et m'a exposé ses propositions et ses idées sur l'avenir de l'île.

Vous vous êtes rendu à New York pour les réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Pouvez-vous nous en parler ?

D'abord, nous avons eu divers contacts à Washington, notamment les membres du congrès. Nous avons

¹⁸ Mehmet Ali Talat, (né le 6 juillet 1952) est un homme politique chypriote turc. Il a été élu président de la République turque de Chypre du Nord, de 2005 à 2010. Dirigeant du Parti républicain turc (*Cumhuriyetçi Türk Partisi*, centre-gauche). Il est un partisan de la réunification de l'île de Chypre sous la forme d'une fédération. Nommé premier ministre par le président Rauf Denктаş le 13 janvier 2004 jusqu'au 20 février 2005, son parti et lui sortent renforcé du référendum du 24 avril 2004 au cours duquel les électeurs chypriotes turcs ont accepté un plan de réunification soumis par Kofi Annan, le secrétaire général des Nations-Unies. Alors que son parti a déjà remporté les élections législatives en février 2005, il est élu au suffrage universel président de la RTCN le 17 avril 2005. Après cinq années de mandat, il est battu lors du scrutin présidentiel du 18 avril 2010 où il n'obtient que 42,9 % des voix. Premier ministre depuis mai 2009, Derviş Eroğlu remporte l'élection avec 50,4 des voix et prête serment le 23 avril.

participé à une table ronde au conseil des relations internationales. Nous avons eu l'occasion de nous entretenir notamment avec les secrétaires généraux, ainsi qu'avec les ministres des Affaires étrangères de divers pays (l'Espagne, la Suède, la Grande-Bretagne, la Hollande, le Qatar), et le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana. Nous nous sommes aussi entretenus avec le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan.

Il était très important qu'avec la partie Chypriote grecque, nous soyons aussi présent là-bas, à l'occasion des réunions de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Président Christofias a fait des propositions que nous ne pouvons accepter. Et nous, nous nous sommes efforcés d'influer sur le point de vue des Nations Unies sur la question chypriote. Nous avons eu l'occasion d'exposer nos souhaits, aussi bien sur l'accélération des pourparlers, que sur notre souhait d'une participation plus active des Nations Unies. De ce point de vue, je peux dire que notre visite a été assez productive.

Parmi les noms que vous avez cités, nous n'avons pas entendu celui du ministre français des Affaires étrangères...

Oui, nous avons voulu le rencontrer, mais cela n'a pas été possible. Il ne nous a pas accordé de rendez-vous. Malheureusement, la France qui est un membre permanent du Conseil de Sécurité, n'a pas une position impartiale. Elle se positionne franchement aux côtés de la partie chypriote grecque.

Cette position française pourrait-elle être un reflet des problèmes qui existent entre la Turquie et la France ?

C'est possible. Depuis très longtemps, la France a une attitude hostile envers nous. Au référendum chypriote de 2004, après que la partie chypriote grecque ait dit « non » à l'unification, et au mois de mai de la même année, lorsque Chypre a adhéré à l'Union européenne, le ministre français des Affaires étrangères de l'époque avait dit : « Oui, Chypre a adhéré à l'UE, mais il ne s'agit pas d'une adhésion normale ». On voit donc que la France soutient la partie chypriote grecque sans

conditions. Elle adopte une politique où elle ne prend presque aucun contact avec nous.

Cette politique peut-elle être due à l'accord conclu par le passé, concernant la base aérienne de Bafa ?

C'est possible. Les Français ont conclu un accord qui leur donne le droit de se servir de cette base. En dehors de cela, on dit que le Président français Sarkozy va se rendre à l'inauguration du nouveau terminal de l'aéroport de Larnaka, qui aura lieu au mois de novembre.

Vous a-t-on demandé votre avis sur la question d'accorder le droit de se servir de cet aéroport militaire ?

Non, et nous avons réagi contre cela. Nous avons invité l'ambassadeur français pour lui exprimer notre mécontentement. Et eux, ils nous ont expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un accord de défense. Ils nous ont indiqué que l'accord était conclu uniquement pour se servir de cet aéroport, au cas où la France aurait une relation militaire quelconque avec le Moyen-Orient.

D'après ce que nous lisons dans la presse, on prévoit un accord de paix au printemps prochain. La Turquie également y apporte son soutien. Qu'en pensez-vous ?

Pour le moment, notre objectif est de terminer les pourparlers de paix d'ici à la fin de l'année, et d'organiser un référendum dans les premiers mois de l'année 2010. Cette décision dépend, bien sûr, de l'attitude de la partie chypriote grecque. On doit attendre et voir. Nous voulons trouver une solution dans le cadre de nos principes. Bien que le Premier ministre Derviş Eroğlu indique qu'il n'y a pas de progrès sérieux sur cette question, pour ma part, je garde espoir quant à un accord de paix.

D'après vous, quels sont les points concrets de la question chypriote que nous n'arriverons pas à dépasser ?

Mais le problème le plus important, qui semble difficile à franchir, ce sont les dispositions relatives à la propriété. Car sur la question de la propriété, la partie chypriote grecque propose de retourner aux normes d'avant

1974. Elle veut donc revenir au régime de propriété qui date d'avant l'intervention turque. Mais il ne peut être question de remonter le temps. De toute manière, en traçant le cadre des pourparlers de la question chypriote, l'ONU avait posé certains principes. En particulier, le principe en rapport avec la propriété suppose qu'il n'y ait qu'un seul État fondateur ; il y aura un État fondateur chypriote grec et un État fondateur chypriote turc, et la communauté qui gouvernera cet État aura sur ces terres aussi bien la majorité démographique, que la majorité de propriétés. Ceci, c'est une décision que le Conseil de Sécurité a approuvée et que l'ONU a prise. Mais la partie chypriote grecque refuse cela et veut retourner 35 ans en arrière, ce qui peut créer un sérieux blocage.

En dehors de cela, il y a d'autres problèmes. À l'élection présidentielle, qui se basera sur les suffrages des deux peuples, les Turcs vont élire le candidat turc, et les Chypriotes grecs, le candidat chypriote grec, et comme la partie chypriote grecque est majoritaire au niveau démographique, ce ne sera pas une élection équitable. C'est pourquoi chaque communauté doit choisir son propre représentant.

La Tchécoslovaquie s'est divisée en deux États égaux ; pourquoi ne peut-on faire la même chose pour Chypre ?

Cela, je l'ignore. Dans les années 1980, le Conseil de Sécurité a pris des résolutions, qui l'interdisent. Déployer des efforts dans ce sens serait une perte de temps. D'après moi, l'idéal serait la réunification. Serait-ce bon que, sur cette île, il y ait deux petits États ? Serait-ce bon au niveau économique et politique ? C'est à débattre, car la population n'atteint même pas un million.

Nous, en tant que partie chypriote turque, nous négocions et nous faisons preuve de beaucoup de souplesse. Mais il faudrait que la partie chypriote grecque fasse preuve de souplesse tout autant que nous, et qu'elle contribue à un règlement du problème dans les meilleurs délais. Plus le temps passe, plus le problème devient difficile à régler. Car avec le temps, les gens adoptent l'ordre établi et s'inquiètent que cela change. Si nous n'arrivons pas à régler le problème chypriote assez tôt, nous n'arriverons peut-être jamais à le faire. Pour ma part, j'ai de sérieuses craintes là-dessus, c'est pourquoi je suis favorable à un règlement dans les meilleurs dé-

lais. La partie chypriote grecque est tranquille, elle est déjà membre de l'UE, elle n'a pas besoin d'une solution immédiate. Mais il leur faut savoir que plus la solution tarde, plus la division sera durable. La partie chypriote grecque exprime sa peur de la division ; pour cela, elle doit travailler et accepter l'idée d'une solution rapide.

7. 2. Derviş Eroğlu¹⁹

« Si le premier pas est une fédération, cet accord ne sera pas de longue durée »

Y a-t-il du nouveau dans les négociations de paix ? Et quel est votre avis sur la question ?

Comme nous n'avons pas pu terminer les pourparlers de paix à la table des négociations, notre Président, Mehmet Ali Talat se dit favorable à un rôle plus actif des Nations Unies, c'est-à-dire, à l'élaboration d'un plan comme celui d'Annan. Mais les Nations Unies

¹⁹ Premier ministre de la République turque de Chypre du Nord entre 1985 et 1993 ; et entre 1996 et 2004, le Dr. Derviş Eroğlu vient d'être élu président, le 18 avril 2010. Il nous avait accueilli en octobre 2009, pour nous expliquer les derniers développements, et a répondu à toutes nos questions.

indiquent qu'il n'y aura pas d'arbitre. Notre Président a fait une proposition pour que les pourparlers soient terminés au printemps prochain, pour que le référendum ait lieu, et que les puissances étrangères organisent l'intervention nécessaire dans ce but, c'est-à-dire servir d'arbitre. Le Premier ministre de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, y est aussi favorable.

Mon avis est qu'un plan élaboré par les étrangers ne sera pas en notre faveur. Le plan Annan ne l'a pas été, bien qu'il ait été accepté par référendum, à 65 % de « oui ». Aujourd'hui encore, je suis du même avis. Par conséquent, un plan qui sera élaboré par les étrangers et mis sur la table de négociation sera orienté pour que Dimitris Christofias signe l'accord, ce qui indiquera que ce plan ne sera pas en notre faveur. Voilà mon inquiétude.

La dernière fois, le plan Annan avait été élaboré dans le cadre d'ONU, mais de façon surprenante, les Chypriotes grecs ne l'avaient pas accepté.

Les Chypriotes grecs avaient dit « non » à ce plan, par crainte qu'il ne supprime la République de Chypre. Comme vous le savez certainement, l'ancien Président

de la République chypriote grecque Papadopoulos avait fait une déclaration, dans le discours qu'il avait fait en pleurant, à la veille du référendum : « J'ai reçu un État, je ne peux le rendre en tant que département. Par conséquent, moi, je dis 'non' à ce plan ». Selon le Plan Annan, la République de Chypre allait être dissoute, et remplacée par une nouvelle entité. Comme il ne voulait pas voir la République de Chypre disparaître, Christofias avait également refusé ce plan. Par conséquent, si les puissances extérieures présentent un nouveau plan, ils doivent faire en sorte qu'il plaise à Christofias, afin que celui-ci puisse le signer. Et d'après moi, un tel plan mettra en danger la présence turque dans la République Chypriote grecque.

On dit que ce plan sera achevé en mars, c'est-à-dire avant l'élection du président de la République...

La déclaration de notre Président « qu'il y ait un référendum avant la fin de l'année ! Moi, je me suis dévoué à l'unification de Chypre » part de l'idée que l'accord de paix doit être conclu avant les élections, afin d'être avantagé dans les urnes.

Ce n'est pas juste de faire des commentaires avant que le texte de l'accord soit connu, mais je pense que, pour nous, ses conséquences seront pires que celles du plan Annan. La véritable mission de notre Président, c'est surtout d'unifier Chypre ; ce faisant, il accepte que la partie turque ait des pertes. Il pourra y avoir des pertes en territoire, des goulots d'étranglement en économie, il n'est pas possible que quelqu'un qui occupe le poste de Président de la République ignore tout cela. Mais on peut dire que notre Président agit dans l'idée que, s'il réalise sa mission et tient sa promesse, il pourra à nouveau remporter les élections présidentielles.

D'après vous, quel devrait être le plan idéal ?

Je pense qu'il devrait y avoir un plan susceptible de faire vivre deux États séparés à Chypre. De notre point de vue, deux États devraient vivre côte à côte, puis se réunir sous le toit d'une confédération et avec le temps, former une fédération dans le cas où cette réunion se révélerait harmonieuse.

Mais si le premier pas est une fédération, et surtout si un grand nombre de personnes sont déplacées, cet ac-

cord ne sera de longue durée. Vous savez bien que les fédérations durent lorsqu'elles ont lieu entre des égaux. La République de 1960 n'avait duré que 3 ans.

En Europe, de nombreux pays ont été divisés, par exemple la Slovaquie, la Yougoslavie... Pourquoi ne fonde-t-on pas à Chypre deux États séparés, qui seront amis et qui seront admis à l'Union européenne aux mêmes conditions ?

On ne prévoit pas une Chypre unifiée du point de vue des intérêts, mais une Chypre divisée. Dans le passé, on nous a montré la Tchécoslovaquie comme une fédération idéale, et on y a même emmené certains partis politiques. Mais aujourd'hui, c'est devenu deux États séparés. Lorsque le Kosovo a déclaré son indépendance, l'UE et les États-Unis l'ont reconnu. Mais ils ne pensent pas à nous reconnaître. La Russie a reconnu l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, mais pas les pays européens. Apparemment, les grands États décident de ces questions en fonction de leurs propres intérêts. À Chypre, le Sud et le Nord n'ont ni la même religion, ni la même langue, ni la même culture. Dans ce cas, au bout de dix ans, le

fait qu'ils essaient de nous unifier pourrait à nouveau se solder par une séparation sanglante.

Concernant Chypre, pensez-vous qu'on est injuste envers les Turcs ?

Oui, si les États-Unis et la Grande-Bretagne ne s'en étaient pas mêlés, je pense que la question de Chypre aurait pu être résolue depuis longtemps.

7. 3. George Lacovou²⁰

« Nous n'avons jamais pensé que ce conflit serait facile à régler... »

Allons-nous vers une réunification de l'île ? Comment évolue la situation ?

La question de la réunification a toujours été au coeur des négociations. Seulement, cette année, cela s'avère

²⁰ Alors que la résolution du conflit chypriote, qui oppose Grecs et Turcs depuis près de quarante ans, alimente l'actualité internationale, M. George Lacovou, Commissaire à la Présidence de la partie chypriote grecque, a accepté de nous rencontrer aussi en octobre 2009. Il nous reçoit donc dans son bureau de Nicosie et nous livre ses impressions et attentes quant au devenir de l'île.

un peu plus compliqué. En effet, certains problèmes que nous n'avions pas prévus sont venus interférer dans nos démarches et malheureusement, nous pouvons difficilement les surmonter. Quoiqu'il en soit, nous n'avons jamais pensé que ce conflit serait facile à régler... Le fait est que le Président de la République turque de Chypre, M. Mehmet Ali Talat, verra la fin de son mandat en 2010. Celui-ci s'est avéré être un très bon partenaire tant dans les négociations que dans les avancées positives que nous avons menées à bien ensemble. Le processus de paix a largement été entamé, des progrès indéniables ont été faits mais les issues au problème, aussi significatives soient elles, restent minimes. Il nous reste encore beaucoup de choses à mettre en place pour parvenir à résoudre le conflit et, si le Président Talat venait à ne pas être réélu, nous ne savons pas de quelle teneur seront nos relations avec son successeur.

Quelle est la perspective de résolution du conflit ?

Nous avons proposé de créer une fédération, ce qui constitue une grande concession de notre part. Cette

fédération serait bizonale et bicommunautaire. Cela signifie qu'il y aurait deux zones géographiques distinctes avec un président chypriote grec et un vice-président turc se succédant à la tête de la fédération dans un système de rotation. Le gouvernement serait élu par le Sénat, ce qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde. Et bien que les Chypriotes turcs soient beaucoup moins nombreux que les Chypriotes grecs, nous aurions le même nombre de voix, à savoir 24. En somme, si chaque communauté dispose de 24 sièges, cela veut dire qu'à tout moment, 12 d'entre eux peuvent s'opposer au gouvernement. Cette politique n'est pas synonyme d'égalité absolue mais plutôt de sécurité en matière de participation effective. Ainsi, aucune décision d'ordre gouvernemental ne pourrait être prise sans l'accord des deux communautés.

Quelles sont les difficultés, les points de désaccord entre les deux parties? Comment sont-elles perçues par les Chypriotes grecs ?

Au regard de la situation actuelle, les Chypriotes turcs ont tendance à vouloir à tout prix trouver une solution au conflit, et ce, en oubliant les faits de ces trente-

cinq dernières années. Quarante ans auparavant, on ne parlait pas de République turque de Chypre Nord, tout bonnement parce que cela n'existait pas.

Les citoyens turcs ne représentaient que 10% de la population de l'île. Au cours de l'invasion, ils ont expulsé les Grecs vivant sur la partie nord du territoire et ont fait appel aux renforts de la Turquie. Désormais, ils aspirent à entretenir de « bonnes relations de voisinage » avec les Chypriotes grecs. Seulement, même si l'issue du conflit repose en grande partie sur ces relations, il ne faut pas oublier qu'elles vont à l'encontre du droit des réfugiés grecs. Ceux-ci sont en effet protégés par le droit international, la Convention de Genève, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC) et bien d'autres encore. L'issue du conflit ne doit pas occulter ce point important.

L'Union européenne tente de régler le conflit chypriote. Pensez-vous que son aide soit efficace, suffisante ?

À vrai dire, je ne pense pas que son aide soit suffisante. En effet, les Chypriotes turcs refusent toute inter-

vention de sa part. Lorsque nous sommes entrés dans l'UE, la partie turque a eu peur que cela lui porte préjudice. Mais cela est faux, ce ne sont que des allégations. Nous espérons avoir un futur commun au sein de l'UE avec la Turquie.

Cette politique que nous menons a du sens puisqu'elle est bénéfique pour tous. Lorsque j'étais ministre des Affaires étrangères, j'avais posé comme condition d'entrée de la Turquie le fait qu'elle entretienne de très bonnes relations avec les Chypriotes grecs, et ce, pour deux raisons. Le premier est que, pour être en accord avec notre ancienne conception d'une Chypre unie, on ne peut pas dire, « Nous aimons les Chypriotes turcs mais pas les citoyens turcs ». Les Chypriotes turcs sont nos compatriotes et leur destin est lié à celui de la Turquie. La seconde est que la Turquie est très proche de nous géographiquement.

C'est une raison suffisante pour souhaiter son entrée dans la « famille européenne ». Lorsque nous sommes entrés dans l'UE, les États-Unis nous avaient avertis que nous risquions de nous éloigner de la Turquie. Cinq ans après, leurs prévisions se sont révélées erronées car nous

ne voulons en aucun cas être leurs adversaires, uniquement de bons voisins.

L'opinion publique est-elle favorable à la réunification ?

Malheureusement, les problèmes auxquels nous avons dû faire face ces dernières années ont quelque peu refroidis nos citoyens. Notre gouvernement affronte les négociations très vigoureusement, mais les avancées ne sont pas suffisamment significatives à leurs yeux. Le conflit dure depuis de nombreuses années, trouver une solution prend du temps. L'échec des négociations a créé un sentiment de déception. Il n'y a aucun succès qui soit fructueux lui-même !

La génération de Chypriotes turcs nés après 1974 se voit bannie des compétitions sportives et événements internationaux. Qu'en pensez-vous ? Cela va-t-il à l'encontre des Droits de l'Homme ?

Certes, ils ne jouissent pas de leur plein droit en tant qu'êtres humains, mais le problème ne vient pas de nous. Ce sont les Chypriotes turcs eux-mêmes qui, en

1983, sont allés à l'encontre des accords de 1960 et ont créé une fédération turque puis la République turque de Chypre Nord en 1974. Ils ont surpassé leurs droits. En effet, l'article 1 du traité mentionnait clairement qu'il leur était interdit de créer une République turque à Chypre.

Le paragraphe 4, article 4, de ce même traité venait corroborer cette idée en citant que leur seul droit était de restaurer la situation telle qu'elle l'était en 1960. Ils ont, en quelque sorte, choisi cette situation. Et même si je comprends ce que peut ressentir la génération dont vous parlez, je n'y peux rien. Leurs parents ont choisi pour eux.

8

Une diplomatie turque visionnaire et globale

Ilter Türkmen

À mesure que la Turquie renforce sa place sur l'échiquier mondial grâce, notamment, à une économie en régulière croissance, ses partenaires s'interrogent sur l'évolution de sa politique extérieure. Pour mieux comprendre les choix et les aspirations de la diplomatie turque le 6 janvier 2011, nous avons interrogé, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Monsieur Ilter Türkmen.

Que pensez-vous du changement d'axe de la politique étrangère turque ? Êtes-vous d'accord avec cette interprétation ?

Je ne pense pas qu'il y a eu un changement d'axe dans la politique extérieure de la Turquie. Il y a eu une plus grande concentration sur le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie mais c'est une conséquence naturelle du changement survenu dans le monde. Nous avons aujourd'hui plus d'échanges économiques avec ces pays là. Par ailleurs, les États-Unis et l'Europe ne sont plus les seuls acteurs de la politique mondiale, il y a en d'autres comme la Chine, l'Inde, le Brésil... Donc la politique extérieure de la Turquie a dû prendre en compte tous ces changements, toutes ces évolutions. Cela fait partie de la globalisation ; puisque nous vivons dans un monde global il faut avoir des relations avec tout le monde.

Cependant, l'axe principal reste toujours l'OTAN et l'Union européenne, et l'agenda de la politique extérieure de la Turquie n'a pas changé. Mais nous avons de grandes difficultés dans le processus d'adhésion à l'Union européenne, ce qui explique l'état stationnaire dans ces relations. A contrario, comme nous avons beau-

coup d'échanges avec les pays du Moyen Orient, d'Asie et d'Afrique, on a l'impression qu'il y a un changement d'axe.

Pensez-vous que l'on puisse qualifier cette politique étrangère de « diplomatie indépendante » ?

La Turquie a toujours été indépendante. Si nous sommes membre de l'OTAN, c'est parce que nous l'avons souhaité tout comme l'adhésion à l'UE. Il y a ce mythe selon lequel pendant la période de la Guerre Froide, c'était Washington qui donnait les ordres et que la Turquie les exécutait. Ce n'est pas vrai. Cela n'a jamais été vrai. La Turquie est un pays indépendant et souverain et elle a fait ses choix. Si ses choix l'obligent à coopérer avec d'autres pays au sein de l'OTAN ou de l'Union, elle le fera bien évidemment. Mais le choix a toujours appartenu à la Turquie.

Peut-on parler d'un « style Davutoğlu » dans la politique extérieure turque ?

Oui. Il a écrit un livre où il a développé ses idées (La profondeur stratégique). Il sait très bien conceptualiser.

Il a une vision qui est celle d'une Turquie jouant un plus grand rôle dans le monde. C'est un rôle positif, un rôle de soft power ; qui contribue à la résolution des problèmes de la région grâce à la médiation entre les pays en conflit - comme cela a été le cas entre la Syrie et Israël mais aussi au Liban.

Puis il y a aussi un changement, nous jouons un rôle important dans le développement de certains pays. Par exemple en Irak, la Turquie a joué un rôle dans la formation du nouveau gouvernement car elle voulait que toutes les tendances puissent y participer. Au Liban aussi. Il s'agit là d'un rôle important que d'ailleurs les pays européens ont essayé de jouer dans cette zone. Désormais, c'est à notre tour de jouer ce rôle.

Parlons un peu de l'Iran, une alliance stratégique entre ce pays et la Turquie vous semble-t-elle crédible ?

Je ne dirais pas que ce n'est pas « stratégique » entre l'Iran et la Turquie ; le problème fondamental c'est que nous sommes voisins. Et nous sommes les deux plus grands pays du Moyen Orient, sans oublier l'Egypte, nous

avons donc un rôle particulier à jouer. A vrai dire, nos relations avec l'Iran ont des hauts et des bas ; la formation du régime religieux a provoqué en Turquie des réactions. Mais nous essayons de coopérer dans le domaine économique car au Moyen-Orient, l'Iran a une grande influence, même si ce n'est pas toujours apprécié.

Quelle est la position de la Turquie sur le nucléaire iranien ?

La Turquie n'approuve pas que l'Iran se dote de l'arme nucléaire et elle doute de l'efficacité des sanctions contre ce pays. Elle préconise en particulier une politique d'ouverture et dialogue. C'est ce que voulait d'ailleurs Obama au début ; c'était son idée d'essayer d'avoir une politique d'ouverture, de dialogue avec l'Iran. Mais il y a eu des malentendus. Surtout quand la Turquie et le Brésil négociaient un accord sur l'échange d'uranium légèrement enrichi vers l'uranium plus enrichi -qui serait d'ailleurs fourni par la France- les deux pays agissaient alors avec l'encouragement des États-Unis. Cet encouragement fut même écrit, c'est-à-dire une lettre envoyée au Président Lula et à notre Premier

ministre Monsieur Erdoğan. Donc, ce que la Turquie a fait ne devrait pas choquer les États-Unis. En revanche, la Turquie a été choquée car une fois l'accord établi, les États-Unis, qui la soutenaient, ont changé de position et ont réuni le Conseil de Sécurité. Mais ils l'ont fait probablement à ce moment là car ils avaient acquis le soutien de la Chine et de la Russie pour une résolution qui imposerait des sanctions encore plus strictes contre l'Iran. Ils ne voulaient donc pas perdre l'occasion. C'est compréhensible.

La Turquie a agi d'une façon très correcte. L'erreur a été, d'après moi, de voter contre la résolution. J'aurais préféré une abstention, qui aurait suffi pour montrer que la Turquie n'était pas d'accord ; voter contre c'était aller un peu trop loin. Je crois savoir que la Turquie était prête à s'abstenir si le Brésil faisait de même. Mais ce dernier a insisté pour voter contre. De toute façon la Turquie a déclaré clairement que nous sommes contre l'arme nucléaire en Iran.

Un rapprochement avec l'Iran ne risquerait-il pas de générer davantage de tensions avec Israël ?

Je ne crois pas. Le problème avec Israël n'a pas été provoqué à cause de nos rapports avec l'Iran mais avec le problème de Gaza à la fin 2008, quand Israël l'a occupé. La Turquie y a réagi violemment. C'est cela qui a été la raison principale de la détérioration des relations avec Israël avec, dernièrement, l'évènement de la flottille humanitaire *Mavi Marmara*. D'ailleurs à ce propos, je pense que Israël a fait une grave erreur car il a attaqué un navire en pleine mer, dans les eaux internationales, il n'avait pas le droit de faire cela. Et puis, il y a autre chose ; Israël savait très bien que ce navire n'allait pas pousser jusqu'aux eaux territoriales de Gaza mais qu'il allait s'acheminer vers un port égyptien. Israël savait cela. Peut-être que les militaires israéliens sont allés trop loin sans la permission du gouvernement israélien, ou peut-être ont-ils mal interprété les ordres, on ne sait pas mais il est clair que Israël est en faute.

Concernant le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, pensez-vous qu'une résolution de la crise chypriote pourrait conduire à un déblocage de la situation ?

Bien sûr. C'est l'un des obstacles les plus importants. Il y en a aussi bien d'autres ; l'attitude de la France, les réticences de l'Allemagne mais Chypre est effectivement un problème et un obstacle important. Ce n'est pas nous qui en faisons une condition, ce sont les Européens qui en font une.

Comme Ali Sirmen, journaliste à Cumhuriyet, beaucoup de personnes défendent la formation de deux États indépendants. Qu'en pensez-vous ?

Effectivement il y a deux États indépendants ! La différence c'est qu'un des États indépendants, en l'occurrence, Chypre du Nord, n'est pas reconnu. Le grand problème c'est d'obtenir la reconnaissance de ce dernier. Mais penser que dans un proche avenir, on pourrait obtenir la reconnaissance de l'indépendance de Chypre du Nord n'est pas très réaliste. Je crois que la situation ne va pas changer. Personne ne va oser défier Chypre du Nord car la Turquie est là, notre armée protège le territoire. Cette situation de facto qui a été créée après 1974 peut continuer indéfiniment.

Dans l'avenir comment voyez-vous les relations de la Turquie avec l'UE ?

C'est très difficile à savoir. Nous sommes arrivés à un point où économiquement nous pouvons nous passer de l'UE. Mais politiquement, ce serait un grand avantage de pouvoir accéder à l'Union, ce serait d'ailleurs un avantage pour les deux parties. Mais, il faut voir ce qui va se passer en France, en Allemagne et en Turquie. Au gouvernement, nous faisons comme si le processus continuait. Nous sommes en train de mettre en place les réformes nécessaires, qui seront de toute façon utiles pour la Turquie, qu'ils veulent ou non notre adhésion ; mais les négociations n'avancent pas, il y a des blocages énormes. Ce n'est pas seulement les huit chapitres sur Chypre (plus les cinq additionnés par la France). Les chapitres s'ouvrent mais on ne peut pas les fermer.

Vous ne regrettez pas que l'accord avec l'Arménie ne soit pas abouti ?

Je le regrette beaucoup mais cet accord me semble impossible tant que le problème de Haut-Karabagh n'est pas résolu. Conscient de cette réalité, le gouver-

nement turc espère un progrès, même modeste, dans les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, c'est-à-dire un retrait des forces arméniennes du territoire azéri, le Haut-Karabagh. Rappelons que l'Arménie a occupé ces terres ce qui crée une situation de crise et de blocage entre les deux pays.

Pour nous, le grand problème c'est que nous avons dit que nous ne pouvons pas ratifier ces accords tant qu'il n'y aura pas un progrès vers la résolution du problème Haut-Karabakh. Mais pour nous c'est d'autant plus difficile car s'il n'y pas de progrès le processus de l'ouverture avec l'Arménie sera bloqué.

Que pouvez-vous nous dire sur la politique intérieure de la Turquie concernant les Kurdes ?

Il n'y aura rien jusqu'aux élections, tout le monde fera des déclarations éclatantes. Le Premier ministre ne peut pas se permettre d'être libéral à l'heure actuelle envers les Kurdes, et ces derniers ne peuvent donner l'impression qu'ils pourront accepter n'importe quel compromis.

Qu'est-ce qui d'après-vous empêche aujourd'hui la résolution du problème kurde ?

Je dirais que de manière générale c'est la Constitution actuelle. Il faut une nouvelle constitution pour la Turquie, une nouvelle vision. Bien sûr cette révision seule ne peut régler le problème kurde. Il faut qu'on arrive à un consensus. Les Kurdes doivent réaliser que s'ils veulent vraiment vivre dans un pays démocratique, ils doivent se conformer à certains principes. Comme celui de l'Etat unitaire et la langue officielle, sera toujours le turc.

Quand les Kurdes parlent d'autonomie, il faut qu'ils comprennent qu'il ne peut s'agir que d'une décentralisation un peu à l'image de ce qui se passe en France. Rappelons d'ailleurs que celle-ci reste très limitée car en France vous avez toujours une police nationale mais un préfet qui a beaucoup plus de pouvoirs qu'auparavant. La décentralisation est une réforme que nous pouvons nous permettre.

Pensez-vous que les élections du 12 juin seront une date décisive dans l'histoire turque ?

Oui, on verra d'abord quel sera le rapport de force au Parlement après les changements très importants dans le Parti Républicain du Peuple. Il faut que ce dernier puisse prouver qu'il peut obtenir plus de votes, 30 % par exemple. Et s'il peut représenter une véritable force de l'opposition dans le pays.

Conclusion

La globalisation et la Turquie en transformation

Cette œuvre fait suite à la parution de mon dernier livre intitulé « La mondialisation de la planète et la Turquie en transformation » dans lequel j'ai essayé de montrer l'image de la courte histoire récente de la Turquie dans la mondialisation. Le présent ouvrage est un complément consacré particulièrement à la nouvelle politique extérieure de la Turquie parue avec l'arrivée au pouvoir du « Ak Parti » qui joue un rôle important dans la transformation de ce pays.

Je peux décrire ce nouveau livre aussi comme un essai de photographies multidimensionnelles, que j'espère obtenir en prolongeant la durée de l'obturation. J'ai

rédigé ces articles qui constituent le squelette de ce livre en me référant à de nombreuses sources et de façon à apporter une approche générale aux sujets susceptibles d'intéresser tout un chacun.

La Turquie, membre du Conseil de l'Europe depuis 1949, a fait preuve de dépendance à l'égard des États-Unis d'Amérique durant les périodes 1946-47 jusqu'en 1964. Membre de l'OCDE depuis 1948, la Turquie a envoyé des soldats en Corée le 17 septembre 1950, et est devenue membre de l'OTAN le 18 février 1952. Par ailleurs, comme on peut le voir dans les exemples du Pacte de Bagdad (24 février 1955), de l'Organisation CENTO (1959) et de la Doctrine d'Eisenhower (1957), la Turquie a toujours été aux côtés de l'Occident, soit dans les alliances auxquelles elle a fait partie, soit en donnant l'autorisation d'utiliser les bases dans son territoire lors de l'attaque américaine contre le Liban.

La République turque est un État moderne fondé sur les cendres de l'Empire ottoman. Bien que ces dernières années, d'abord à l'époque de Turgut Özal, et ensuite dans le cadre des politiques extérieures du trio Erdoğan-Gül-Davutoğlu, on parle beaucoup en Occident de la

naissance d'un néo-ottomanisme ; en réalité le nouvel État dont le fondateur est Mustafa Kemal n'a été à aucun moment de son existence expansionniste. C'est la raison pour laquelle, le *néo-ottomanisme* serait, dans un sens, une définition un peu trop facile, et voire même une mauvaise interprétation.

Le célèbre « *choc des civilisations* » de Washington est un conflit qui n'existait pas en réalité mais que l'on a essayé de créer. Dans le cadre de mes critiques²¹ à propos des interventions américaines en Irak et en Afghanistan, même s'il est impossible de reconnaître que les régimes qui y existaient préalablement n'étaient pas irréprochables, j'ai essayé de démontrer que les problèmes de régime que rencontraient ces pays auraient pu être résolus par des méthodes plus modernes et civilisées.

A première vue, il est possible de dire que dans un monde qui se développe et qui se globalise, la Turquie aussi se développe et se transforme, ainsi sa politique extérieure. Il est vrai que beaucoup de choses changent ;

²¹ LATIF Hüseyin, *Küreselleşen Dünya ve Değişen Türkiye* (La mondialisation de la planète et la Turquie en transformation), Bizimavrupa Yayınları, Istanbul, p. 199 et p. 224.

le nombre d'outils électroniques, le nombre d'automobiles, la population, la structure sociale, etc. Ces changements sont facilement visibles depuis l'étranger, et les grands États du monde soulignent avant tout l'aspect économique du changement. Ces États semblent en effet vouloir le développement d'une économie de marché conforme à leurs propres intérêts, où règne la libre concurrence. Autrement dit, ils préfèrent les structures politiques qui ne contreviennent pas à leurs buts stratégiques.

« À Washington, la direction des relations stratégiques bilatérales plutôt traditionnelles semble se tourner sur le rôle de la Turquie ». Ces mots d'Ian Lesser, spécialiste en sciences politiques et célèbre chercheur du German Marshall Fund confirment notre thèse. Lesser ajoute que les spécialistes de la Turquie à Washington ne sont pas aussi nombreux que l'on croirait en regardant de l'extérieur. Leur nombre est même insuffisant. Il est vraiment impossible de ne pas être d'accord avec cette idée. A ce propos, ma conviction est telle que les personnes se considérant comme « spécialistes de la Turquie » dans ces pays qui ont une certaine influence

sur les politiques mondiales, seraient des personnes qui n'ont pas vécu en Turquie, ne serait-ce que pour une petite durée. Ils ne connaissent donc pas sa langue, ses traditions, ses mœurs, et surtout l'histoire de sa République. De même, ces personnes perçoivent en général les causes et les conséquences de la Guerre d'Indépendance en se référant aux idées des historiens engagés.

La Turquie se différencie, tant par sa position géographique, que par son passé, que par la perception de ses citoyens, leur façon de vivre et leur comportement. Lorsque l'on essaie d'appliquer les décisions prises à des dizaines de milliers de kilomètres, même si certains les comprennent, ces décisions ne peuvent pas être entièrement mises en application. Bien sûr que les décisions des pays puissants, prises autour des tables, ont trouvé des champs d'application à toutes les périodes de l'histoire mais le monde change, se globalise et les pays cherchent à se faire de nouvelles places.

Le prix de cette recherche de positionnement n'est pas facile à payer.

La conséquence est évidente. Ce sont des méthodes que l'ensemble du monde de l'Islam refuse et qui font

remarquer que le monde moderne ne veut plus de forces agressives. Dans les années 1970, on a vécu le syndrome du Vietnam. Et maintenant, nous avons le syndrome d'Irak-Afghanistan dont personne ne connaît la fin. D'autre part, il ne faut pas oublier le problème du régime d'Iran dont on n'aperçoit pas l'issue, et qui s'ajoute au problème déjà existant de Cuba. Tout cela constitue en réalité des problèmes unilatéraux nés de cette théorie. A terme, diviser le monde en plusieurs camps autour de deux ou trois religions ne serait pas dans l'intérêt de l'Occident, car il en résulterait des hostilités qui dureraient des centaines d'années.

Vue cette perspective, la politique extérieure de Davutoğlu n'est pas si différente de celle d'İsmail Cem ou d'İhsan Çaglayangil et qui se résume à la pérennité de « la paix dans le pays et de la paix dans le monde ».²²

S'affirmant, la jeune République turque dispose désormais d'une politique extérieure dont les lignes directrices sont déterminées. L'Occident qui préfère la stabilité et le pouvoir d'un mono parti, sera obligé d'accepter

²² ATATÜRK Mustafa Kemal, « Yurtta sulh, Cihanda sulh ».

cette « nouvelle politique extérieure ».

Mais avec un manque important !

* * *

Quant aux récents bouleversements dans le monde arabe, pour les États-Unis le changement des régimes conservateurs ouvrira des nouveaux marchés. Dans cette zone, l'économie sera redynamisée, ce qui conduira à la conclusion des nouveaux accords commerciaux. En revanche, dans cette région nous ne constatons ni la possibilité ni la demande pour des régimes multipartistes dits des démocraties modernes.

Mais l'Europe veut conserver sa part de marché dans cette zone, malgré la menace d'une immigration massive et non contrôlée.

Il y a eu d'abord la Tunisie et ensuite l'Égypte ; ainsi la Libye a été piégée. On parle d'une prise de contrôle de la partie Est de la Libye par les insurgés. Les États-Unis essaient d'isoler le pouvoir du Colonel Khadafi par un embargo et un contrôle de la zone aérienne de la Libye. Cette méthode a déjà été utilisée avec succès en Irak et dans les Balkans.

Certains commentateurs parlent de laisser le contrôle

de l'armée libyenne à l'ONU ou à l'OTAN. En Libye on utilise « le mercenaire révolutionnaire » de Tunisie et de l'Égypte.

Bref, nous constatons l'entrée en scène des forces internationales ou dites humanitaires à la place des forces nationales. Désormais ce n'est plus le modèle de l'Irak mais plutôt des transitions dans les Balkans qui sont préférées...

En dehors du Royaume-Uni, les pays européens sortiront perdant de ces changements, alors ils vont tenter de limiter leurs pertes économiques et politiques. Quant à la Turquie, elle sera davantage gagnante.

Les derniers changements au Quai d'Orsay et la nomination d'Alain Juppé pourront-ils stopper l'incapacité de Paris à prendre la mesure des bouleversements en cours dans le monde arabe ? En tout cas, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan a bien compris l'enjeu.

Istanbul, le 2 mars 2011.

Bibliographie

- DAVUTOĞLU Ahmet Prof. Dr., Stratejik Derinlik (La Profondeur stratégique), Position Internationale de la Turquie, Editions Küre, 29^e édition, Istanbul, août 2009.

- LATIF Hüseyin, Küreselleşen Dünya ve Değişen Türkiye (La mondialisation de la planète et la Turquie en transformation), Bizimavrupa Yayınları, Istanbul, janvier 2011.

Les sources internet :

www.academiediplomatique.org

www.alevihaberajansi.com

www.cerium.ca

Les périodiques :

- *Aujourd'hui la Turquie*

- *Hürriyet*

INDEX

A

ADI 41

Afghanistan 14, 45, 109, 112

Ahmedinejad, Mahmoud 15

Allemagne 17, 41, 62, 102, 103

Angleterre 17, 18, 62

Angola 18

Annan, Kofi 76

Arcayürek, Cüneyt 27

Arménie 47, 48, 50, 51, 63, 103, 104

Asie 18, 28, 30, 43, 44, 63, 72, 96, 97

Atatürk, Mustafa Kemal 53, 109, 112

Aujourd'hui la Turquie 12, 115

Azerbaïdjan 104

B

Babiali 11

Bahamas (Iles) 18

Barroso, José Manuel 46

Beykent (Université) 12

Bildt, Carl 46

Birmanie 18

Bosnie-Herzégovine 44, 47, 48

Brésil 17, 96, 99, 100

Bush (George W.) 37

C

Canada 18

Cem, İsmail 112

CEE 20

Chaféïs 34

Chine 17, 18, 38, 41, 63, 72, 96, 100

Christofias, Dimitris 84

Chypre 9, 14, 27, 49, 75, 76, 78, 82, 83, 84, 85, 86, 87,
88, 89, 91, 92, 94, 102, 103

Clinton, Hillary 47, 60

Colombie 18

Corée 18

Cuba 112

Ç

Çağlayangil, İhsan 112

D

Davutoğlu, Ahmet 9, 22, 31, 41, 42, 43, 46, 47, 48, 50,
52, 53, 55, 56, 57

Denktaş, Rauf 76

Dominicaine (Republique) 18

Doumergue, Gaston 43

E

Egée 11

Egypte 17, 18, 98, 113, 114

Erdoğan, Recep Tayyip 15, 40, 48, 49, 77, 84, 100, 108
114

Eroğlu, Derviş 75, 76, 80, 83

Eroğlu, Veysel 65

Espagne 17, 45, 77

Etats-Unis 9, 17, 18, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 35, 36, 37,
38, 39, 40, 42, 55, 60, 61, 62, 63, 64, 87, 88, 92, 96, 99
100, 108, 113

Europe 18, 20, 26, 28, 43, 44, 46, 96, 108

F

France 17, 18, 42, 45, 62, 78, 79, 102, 99, 103

G

Galatasaray (Université) 12

Gül, Abdullah 15, 40, 46, 47, 100

Grande-Bretagne 77, 88

Grèce 26

H

Haydarpaşa 11

Hollande 17, 77

I

Iacovu, George 75

Inde 17, 18, 63, 96, 102

Irak 14, 17, 29, 37, 39, 40, 45, 48, 49, 58, 59, 60, 64, 72, 98, 109, 112, 113, 114

Iran 9, 14, 18, 25, 33, 34, 38, 40, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 72, 98, 99, 100, 101

Israël 14, 17, 18, 23, 30, 39, 40, 42, 45, 51, 52, 61, 62, 63, 98, 100, 101

Italie 17

J

Japon 17

Johnson, Lyndon B. 27

Juppé, Alain 114

K

Khadafi 113

Kissinger, Henry 41, 52

Khomeini 34

Koç, Mustafa 54

Kouchner, Bernard 47

L

Lacovou, George 88

Latif, Hüseyin 2, 3, 11, 12

Lavrov, Sergei 47

Lesser, Ian 110

Lévy, Gaby 51

Liban 45,98, 108

Libye 113, 114

M

Marmara 12, 68, 101

Mexique 17

Montréal 19

N

Nachjivan 46

Nalbandian, Edward 47

Napoléon 42

Nétanyahou, Benyamin 15

Nations Unies 17, 25, 45, 46, 61, 62, 76, 77, 83

Nigeria 17

Nixon, Richard 41

O

Obama, Barrack 60

OCDE 20, 108

OSCE 20, 26

OTAN 20, 26, 27, 35, 96, 97, 108, 114

Özal, Turgut 108

P

Pakistan 18

Papadopoulos 85

Papandréou, Yorgo 49

Paris-Sorbonne 12

Pologne 17

Poutine, Vladimir 15, 63

Q

Qatar 77

R

Rehn, Olli 46

Roy, Jean Louis 19

Royaume-Uni 114

Russie 17, 18, 38, 42, 47, 62, 63, 72, 87, 100

S

Sarkozy, Nicolas 15, 60, 99

Sarkissian, Serge 48

Scandinavie 18

Selim I^{er} 33

Serbie 47

Shah Ismail 33

Sirmen, Ali 102

Slovaquie 87

Solana, Javier 47, 77

Somalie 18

Sorbonne Nouvelle 11

Sud Africaine (Republique) 17

Suède 17, 77

Syrie 17, 45, 58, 98

T

Talat, Mehmet Ali 75, 76, 83, 89

Tchécoslovaquie 82, 87

Türkmen, Ilter 95

Turquie 1, 2, 3, 9, 12, 14, 17, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 35, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 52, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 66, 71, 75, 78, 80, 84, 91, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 10, 108, 109, 110, 111, 114, 115

Tunisie 113, 114

U

UE 46, 64, 78, 83, 87, 92, 97, 103

UEO 26

Union soviétique 28, 37

URSS 41

V

Varsovie (Pacte de) 35

Y

Yeldeğirmeni 11

Yıldırım, Binali 65

Yıldız, Taner 65

Yougoslavie 87

www.aujourdhuilaturquie.com